

ÉTABLISSEMENT PUBLIC DU MUSÉE D'ORSAY ET DU MUSÉE DE L'ORANGERIE - VALÉRY GISCARD D'ESTAING

Etablissement public national à caractère administratif

Créé par le décret n°2003-1300 du 26 décembre 2003 modifié

Numéro SIREN 180 092 447 000 10 Code APE 925 C

MARCHE PUBLIC DE TRAVAUX

OPERATION : TRAVAUX DE REFONTE DE L'ACCUEIL DU MUSEE D'ORSAY

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES (C.C.A.P.)

OBJET DU MARCHE : LOT 4 – MARQUISE – STRUCTURES METALLIQUES ET CLOS-COUVERT

N° DE MARCHE : 2025 – 292

PROCEDURE DE PASSATION : Procédure d'appel d'offres ouvert en application des dispositions de l'article L.2124-2, du 1° de l'article R.2124-2 et des articles R 2161-2 à R.2161-5 du code de la commande publique

TECHNIQUE D'ACHAT : MARCHE FORFAITAIRE

SOMMAIRE

ARTICLE 1. OBJET DU MARCHÉ - DISPOSITIONS GÉNÉRALES	7
1.1. OBJET DU MARCHÉ - EMPLACEMENT DES TRAVAUX - DOMICILE ET REPRESENTANT DU TITULAIRE	7
1.2. MODALITÉS D'EXECUTION	8
1.2.1. Tranches	8
1.2.2. Allotissement	8
1.2.3 - Variantes	8
1.2.4 - Options	8
1.2.5 - Conditions générales d'exécution.....	9
1.2.5.1 Conditions d'exécution des travaux	9
1.3 - INTERVENANTS	11
1.3.1 - MAÎTRE DE L'OUVRAGE	11
1.3.2 - MAÎTRE D'ŒUVRE	11
1.3.3. ORDONNANCEMENT - PILOTAGE - COORDINATION (O.P.C.).....	13
1.3.4. CONTRÔLE TECHNIQUE.....	13
1.3.5. MISSION DE COORDINATION EN MATIÈRE DE SÉCURITÉ ET DE PROTECTION DE LA SANTÉ	14
1.3.6. COORDONNATEUR DES SYSTÈMES DE SÉCURITÉ INCENDIE (S.S.I.).....	15
1.4. REDRESSEMENT, LIQUIDATION JUDICIAIRE OU CHANGEMENT D'ENTITÉ JURIDIQUE.....	15
1.5. PRISE EN CHARGE DES OUVRAGES EXISTANTS ET ÉTAT DES LIEUX	17
ARTICLE 2 - PIÈCES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ	18
2.1. PIÈCES PARTICULIÈRES	18
2.1.1. L'Acte d'Engagement (A.E.) et ses annexes	18
2.1.2. Le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (C.C.A.P.) et ses annexes (se référer à l'annexe 4 de l'acte d'engagement).....	18
2.1.3 - Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (C.C.T.P.) et ses annexes (se référer à l'annexe 4 de l'acte d'engagement).....	18
2.1.4. La décomposition du prix global et forfaitaire (D.P.G.F.).	18
2.1.5. Le bordereau de prix unitaires (BPU.).	18
2.1.6. Les sous-détails de prix unitaires.	18
2.1.7. La proposition technique et / ou méthodologique du titulaire	18
2.2 - PIÈCES GÉNÉRALES.....	19
2.2.1 - Le Cahier des Clauses Administratives Générales (C.C.A.G.).....	19
2.2.2 - Les Cahiers des Clauses Techniques Générales (C.C.T.G.).....	19
2.2.3 - Le Cahier des Clauses Spéciales (C.C.S.) des Documents Techniques Unifiés (D.T.U.)	19
2.2.4 – Les informations concernant la réglementation des Services Publics Nationaux et Locaux	19

2.2.5 – Les normes communautaires et nationales	19
2.3. ORDRE DE PRIORITE DES PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE.....	19
2.3.1 - Ordre de priorité des pièces contractuelles	19
2.3.2 - Échelle des plans	19
2.3.3 - Ordre de priorité entre les documents écrits et les documents informatiques	20
ARTICLE 3. PRIX ET MODE D’EVALUATION DES OUVRAGES - VARIATION DANS LES PRIX - REGLEMENT DES COMPTES	21
3.1. REPARTITION DES PAIEMENTS.....	21
3.2 - TRANCHE(S) OPTIONNELLE(S)	21
3.3. CONTENU DES PRIX - MODE D’EVALUATION DES OUVRAGES ET DE REGLEMENT DES COMPTES.	21
3.3.1. Contenu des prix	21
<i>En dehors des facilités dont bénéficient les entreprises pour les installations de chantier en application de l’annexe n° A.6.B du CCTP PLAN INSTALLATIONS DE CHANTIER) et relative aux dépenses communes de chantier définies à l’article 3.3.6 du CCAP – Tableau de répartition des dépenses d’investissement , le maître d’ouvrage ne fournira aucune prestation aux entreprises.</i>	<i>23</i>
3.3.2. Les ouvrages ou prestations faisant l'objet du marché.....	24
3.3.3. Travaux modificatifs – prix nouveaux	24
3.3.4. Sous-détail des prix d’unité	25
3.3.5. Modalités de règlement des ouvrages nouveaux ou travaux supplémentaires modificatifs	26
3.3.6. Augmentation et diminution dans la masse des travaux	27
3.3.7. Tableau de répartition des dépenses de fonctionnement	27
3.4. VARIATION DANS LES PRIX.....	27
3.4.1 - Mois d'établissement des prix du marché	28
3.4.2 - Type de prix et clause de réexamen.....	28
3.4.3. Révision provisoire - révision définitive	29
3.4.4. Application de la taxe à la valeur ajoutée	29
3.5 - PAIEMENT DES SOUS-TRAITANTS	30
3.5.1 - Désignation des sous-traitants	30
3.6 - GESTION FINANCIERE DE CHANTIER – MODALITES DE REGLEMENT DES COMPTES	33
3.6.1 - AVANCE.....	33
3.6.2. AVANCE VERSEE AU TITULAIRE.....	33
3.6.3 – AVANCE VERSEE AUX SOUS-TRAITANTS.....	34
3.6.4. PRESENTATION DES DECOMPTES ET ETABLISSEMENT DES ACOMPTES MENSUELS.....	34
3.6.5. ETABLISSEMENT DU PROJET DE DECOMPTE FINAL	35
3.6.6. DECOMPTE GENERAL ET ETAT DE SOLDE.....	35
3.6.7. DELAIS DE PAIEMENT ET INTERETS MORATOIRES	36
3.6.8. GESTION DEMATERIALISEE DES REGLEMENTS DU TITULAIRE	37

3.6.9 – CLAUSE DE REEXAMEN : MODIFICATION D'UN GROUPEMENT EN COURS D'EXECUTION DU MARCHE.....	37
ARTICLE 4 - PREPARATION - DELAI D'EXECUTION - PENALITES	37
4.1. PERIODE DE PREPARATION	37
4.1.1. PIECES A ETABLIR PAR LE TITULAIRE DU MARCHE.....	38
4.1.2. Note sur les moyens	39
4.2. DELAI D'EXECUTION	40
4.3 - CALENDRIER PREVISIONNEL D'EXECUTION	42
4.4. CALENDRIER DETAILLE D'EXECUTION	42
4.5 - SUIVI DES CALENDRIERS.....	44
4.6 - PROLONGATION DES DELAIS	44
4.7. PENALITES.....	45
4.7.1. Généralités	45
4.7.2 - Pénalités.....	45
4.7.3. Retenues provisoires et pénalités définitives	48
ARTICLE 5 - CLAUSES DE FINANCEMENT ET DE SURETE – GARANTIES EXIGÉES DU TITULAIRE	49
5.1. RETENUE DE GARANTIE.....	49
5.2. GARANTIE A PREMIERE DEMANDE.....	49
ARTICLE 6 - PROVENANCE - QUALITE - CONTROLE ET PRISE EN CHARGE DES MATERIAUX ET PRODUITS - ÉCHANTILLONS - PROPRIETE INDUSTRIELLE ET COMMERCIALE.	50
6.1. PROVENANCE DES MATERIAUX ET PRODUITS	50
6.2 - CARACTERISTIQUES - QUALITES - VERIFICATIONS - ESSAIS ET EPREUVES DES MATERIAUX ET PRODUITS	50
6.2.1. Complément de contrôles	50
6.2.2. Compléments apportés par le C.C.T.P.	50
6.2.3. Surveillance de la fabrication, dans les usines, les magasins ou carrières de l'entrepreneur	50
6.2.4. Exécution des essais et des vérifications en sus de ceux définis au marché.	51
6.2.5. Exécution à ses frais des contrôles de la bonne exécution du Plan Qualité.	51
6.3. PRESTATIONS COMPORTANT UN DELAI IMPORTANT DE FABRICATION OU DE STOCKAGE EN USINE.....	51
6.4. ÉCHANTILLONS, PROTOTYPES ET PIECES DE RECHANGE, BONS DE COMMANDE DES ENTREPRISES, PROPRIETE INDUSTRIELLE ET COMMERCIALE.....	52
6.4.1. Échantillons	52
6.4.2. Prototypes	52
6.4.3. Pièces de rechange	52
6.4.4. Bons de commande des entreprises	52
6.4.5 - Propriété industrielle et commerciale	52
ARTICLE 7 - IMPLANTATION DES OUVRAGES	53
7.1. PIQUETAGE GENERAL ET IMPLANTATION	53

7.2. PIQUETAGE SPECIAL DES OUVRAGES SOUTERRAINS OU ENTERRES	53
7.3. REPERAGES ET CONFORMITE DES EXISTANTS	54
7.4. REPERES D'IMPLANTATION ET DE NIVELLEMENT	54
ARTICLE 8 - CONNAISSANCE DU SITE - PLAN EXECUTION - COORDINATION DE CHANTIER - CONTRAINTES DE SITE - RESPONSABILITE - SECRET PROFESSIONNEL.....	54
8.1. CONNAISSANCE DES LIEUX ET DE TOUS LES ELEMENTS AFFERENTS A L'EXECUTION DES TRAVAUX - VERIFICATION PREALABLE.....	54
8.2. PLANS D'EXECUTION – SYNTHESE - NOTES DE CALCULS	55
<i>Les plans d'exécution, notes de calcul, études de détail seront établis par l'entrepreneur. Ce dernier soumettra l'ensemble de ces documents au visa du maître d'œuvre et à l'avis du Contrôleur Technique et le cas échéant à l'OPC dans les conditions indiquées ci-après.</i>	<i>55</i>
8.2.1. Généralités	55
8.2.2. Élaboration des plans d'exécution.....	56
8.2.3. Annexes aux plans d'exécution	57
8.2.4. Synthèse des plans	57
8.2.5. Notes de calculs	58
8.3 - PROTECTION DE LA MAIN D'ŒUVRE – INSERTION SOCIALE	58
8.3.1 – Protection de la main d'œuvre	58
8.3.2 – Insertion sociale	59
8.4. ORGANISATION - HYGIENE ET SECURITE DES CHANTIERS.....	63
8.5. DEMARCHES ET AUTORISATIONS ADMINISTRATIVES.....	64
8.6. RENDEZ-VOUS DE CHANTIER - REUNIONS DE COORDINATION	65
8.7. PRISE EN CHARGE DU SITE, RECEPTION DES SUPPORTS	66
8.8. PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT ET CONTRE LES NUISANCES.....	67
8.8.1 – Protection contre les nuisances.....	67
8.8.2 – Protection de l'environnement.....	67
8.9. DEGRADATIONS CAUSEES AUX VOIES PUBLIQUES.....	68
8.10 RESPONSABILITE DES OUVRAGES	69
8.11 - SECRET PROFESSIONNEL – OBLIGATIONS DE CONFIDENTIALITE	70
8.11.1. Confidentialités - généralités	70
8.11.2. Protection des données à caractère personnel	70
ARTICLE 9 - CONTROLE - RECEPTION DES TRAVAUX - REMISE DE L'OUVRAGE - GARANTIES - ASSURANCES.....	72
9.1. CONTROLES.....	72
9.2. RECEPTION DES OUVRAGES	73
9.2.1. Opérations préalables à la réception.....	73
9.2.2. La réception des ouvrages.....	73

9.2.3. Levée des réserves	75
9.3. RECEPTION PARTIELLES ET PRISE DE POSSESSION ANTICIPEE DE CERTAINS OUVRAGES OU PARTIES D'OUVRAGES	75
9.4. DOCUMENTS FOURNIS APRES EXECUTION	76
9.5. FORMATION ET MISE AU COURANT DU PERSONNEL EXPLOITANT	77
9.6 . DELAIS DE GARANTIE.....	77
9.7. RESPONSABILITES ET ASSURANCES	79
9.7.1. RESPONSABILITES.....	79
9.7.2. ASSURANCES SOUSCRITES PAR LE TITULAIRE	79
9.7.3. ASSURANCES SOUSCRITES PAR LE MAITRE D'OUVRAGE	82
FRANCHISE	82
ARTICLE 10 - RESILIATIONS	85
ARTICLE 11 – ACHÈVEMENT DE LA MISSION	85
ARTICLE 12 - REGLEMENT DES LITIGES.....	86
12.1. INSTANCES COMPETENTES	86
12.2. MEMOIRE EN RECLAMATION.....	86
12.3 - PROCEDURE CONTENTIEUSE.....	86
12.4 - INTERVENTION DU CCRA.....	87
12.5 - REGLEMENT DES DIFFERENDS ET LITIGES EN CAS D'ENTREPRENEURS GROUPES CONJOINTS	87
ARTICLE 13 – ATTESTATIONS FISCALES ET SOCIALES.....	88
ARTICLE 14 – RESPECT DES PRINCIPES DE LA REPUBLIQUE.....	89
ARTICLE 15 - DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX.....	90

ARTICLE 1. OBJET DU MARCHÉ - DISPOSITIONS GÉNÉRALES

1.1. OBJET DU MARCHÉ - EMPLACEMENT DES TRAVAUX - DOMICILE ET REPRÉSENTANT DU TITULAIRE

Les stipulations du présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (C.C.A.P.) concernent les travaux à effectuer dans le cadre de la refonte des espaces d'accueil du Musée d'Orsay.

L'objet du présent marché de travaux porte sur la réalisation de travaux de structures métalliques et clos-couvert pour la marquise du Musée d'Orsay

La description des ouvrages et leurs spécifications techniques sont indiquées dans les Cahiers des Clauses Techniques Particulières (C.C.T.P.) et leurs annexes.

L'entreprise doit effectuer tous les travaux nécessaires conformément aux plans de conception et dans le cadre des normes régissant les établissements recevant du public (E.R.P.) (le cas échéant) pour la fabrication et la mise en place des ouvrages.

A défaut d'indication dans l'Acte d'Engagement du domicile élu par l'entrepreneur, à proximité des travaux, les notifications se rapportant au marché seront valablement faites à la Mairie du lieu des travaux et ce jusqu'à ce que l'entrepreneur ait fait connaître au pouvoir adjudicateur l'adresse du domicile qu'il aura élu.

En cas de groupement, la notification se fait au mandataire pour l'ensemble du groupement.

Conformément à l'article 3.4.1 du CCAG-Travaux, dès la notification du marché, et le cas échéant conformément à son offre, le titulaire désignera une personne physique habilitée à le représenter pour les besoins de l'exécution du marché et notifie cette désignation au maître de l'ouvrage.

Si en cours d'exécution du présent marché public, la ou les personnes (s) désignée(s) ci-dessus venai(en)t à être remplacée(s), le titulaire a obligation d'en aviser immédiatement le représentant du pouvoir adjudicateur et le maître d'œuvre et de leur communiquer immédiatement le(s) nom(s), les qualifications et expériences ainsi que les coordonnées du ou des remplaçant(s).

Au vu des éléments fournis, le représentant du pouvoir adjudicateur se réserve le droit de récuser le(s) interlocuteur(s) initiaux ou le(s) remplaçant(s) dans un délai de 15 jours à compter de la réception des informations concernant le(s) interlocuteur(s) ou le(s) remplaçant(s). Le titulaire devra alors proposer un remplaçant dans les conditions fixées à l'alinéa précédent.

1.2. MODALITES D'EXECUTION

1.2.1. Tranches

Le présent lot ne contient pas de tranches optionnelles

1.2.2. Allotissement

Ces travaux comprennent **14** lots:

MOE	LOTS	LOCALISATION
ACMH + MOE INTERNE	LOT 1 : INSTALLATIONS DE CHANTIER EXTERIEURES TOUTES ZONES	TOUTES ZONES
ACMH	LOT 2 : GROS ŒUVRE – ÉTANCHEITE (Y COMPRIS SYNTHESE PARVIS)	ZONE PARVIS
ACMH	LOT 3 : REVETEMENT DE SOL EN PIERRE ET MARBRERIE	ZONE PARVIS - MARQUISE
ACMH	LOT 4 : CHARPENTE METALLIQUE ET VERRES (Y COMPRIS SYNTHESE MARQUISE) (OBJET DU PRESENT MARCHE)	ZONE MARQUISE
ACMH	LOT 5 : CFO/CFA MARQUISE	ZONE PARVIS - MARQUISE
ACMH	LOT 6 : CVC-D-PLOMBERIE MARQUISE	ZONE PARVIS - MARQUISE
MOE INTERNE	LOT 7 : GROS ŒUVRE ET CLOISONNEMENT	ZONE ACCUEIL
MOE INTERNE	LOT 8 : CFO/CFA	ZONE ACCUEIL
MOE INTERNE	LOT 9 : CVC-D-PLOMBERIE	ZONE ACCUEIL
MOE INTERNE	LOT 10 : SERRURERIE- VITRERIE	ZONE ACCUEIL
MOE INTERNE	LOT 11 : MOBILIER	TOUTES ZONES
MOE INTERNE	LOT 12 : PEINTURE	ZONE ACCUEIL
ACMH + MOE INTERNE	LOT 13 : MENUISERIES	TOUTES ZONES
MOE INTERNE	LOT 14 : CELLULE DE SYNTHESE	ZONE ACCUEIL

1.2.3 - Variantes

Les variantes ne sont pas autorisées sur le présent lot

1.2.4 - Options

Sans objet

1.2.5 - Conditions générales d'exécution

1.2.5.1 Conditions d'exécution des travaux

L'attention de l'entrepreneur est attirée sur le fait que ces travaux ont lieu dans un établissement recevant du public en activité : ERP de type Y et que toutes les dispositions sont à prendre pour s'assurer du respect du règlement intérieur de cet Établissement, et éviter toutes perturbations qui risqueraient de gêner ses activités.

Avant toute décision quant à l'organisation de son travail et des moyens et outillage qu'il compte utiliser pour réaliser ses prestations, l'entrepreneur obtiendra tout accord préalable auprès du représentant du pouvoir adjudicateur. **Il se conformera en tous points à l'article 2 DESCRIPTIONS GENERALES COMMUNES A TOUS LES LOTS du CCTP.**

Cet article est complété aux articles 3.3.1 et 8.1 du présent C.C.A.P.

1.2.5.2 Présence aux réunions de chantier

Les dates et heures de rendez-vous de chantier seront fixées par le maître d'œuvre.

L'entrepreneur est tenu d'y assister ou de s'y faire représenter par un collaborateur ayant le pouvoir de décision.

L'absence ou le retard à un rendez-vous entraîne l'application automatique d'une pénalité visée à l'article 4.7 du présent C.C.A.P.

Les réunions de chantiers sont organisées conformément à l'article 2.5.2. *Rendez-vous de chantier – réunions de coordination*

1.2.5.3 Comportement du personnel

Se référer à l'article 2.5.10. du CCTP *Comportement du personnel*

1.2.5.4 Lutte contre le travail dissimulé

Le titulaire, ou chacun des membres du groupement le cas échéant, est tenu de faire porter par son personnel, dans l'enceinte du chantier et en permanence, un dispositif d'identification combinée de chaque personne et de son employeur et être doté d'un vêtement de travail permettant d'identifier le prestataire pour lequel il intervient.

Le titulaire, ou chacun des membres du groupement le cas échéant, est tenu d'établir un enregistrement exhaustif de toutes les personnes qu'il emploie sur le chantier.

Cet enregistrement est tenu à jour et mis à disposition du maître d'œuvre et de toute autre autorité compétente. Le représentant du pouvoir adjudicateur peut en solliciter la production à tout moment.

Le titulaire avise ses sous-traitants de ce que les obligations énoncées au présent article leur sont applicables. Il reste responsable du respect de celles-ci pendant toute la durée du marché.

1.3 - INTERVENANTS

1.3.1 - Maître de l'ouvrage

Le maître d'ouvrage est :

L'Etablissement public du musée d'Orsay et de l'Orangerie – Valéry Giscard d'Estaing

Esplanade Valéry Giscard d'Estaing

75343 Paris CEDEX 07

Le suivi des prestations est assuré par le président de l'établissement public du musée d'Orsay et du musée de l'Orangerie ou son représentant dûment habilité à cet effet.

Le maître d'ouvrage est désigné dans les différents documents sous le nom de « maître d'ouvrage », « MOA », « personne publique » ou « pouvoir adjudicateur ».

1.3.2 - Maître d'œuvre

En fonction de la localisation des travaux, la maîtrise d'œuvre est différente :

Maitrise d'œuvre	Localisation
EURL de PONTAUD ACMH 61 rue de l'Ancienne Mairie 92100 Boulogne-Billancourt MOE Externe à l'EPMO	Zone parvis - marquise
Service de la maitrise d'œuvre de l'Etablissement public du musée d'Orsay et de l'Orangerie – Direction Architecture, Maintenance et Sécurité des bâtiments - Valéry Giscard d'Estaing Esplanade Valéry Giscard d'Estaing 75343 Paris CEDEX 07 <u>MOE Interne à l'EPMO</u>	Zones accueil

Le maître d'œuvre est désigné dans les différents documents sous le nom de « maître d'œuvre » ou « maitrise d'œuvre ».

Equipe de spécialistes entourant la **maitrise d'œuvre externe à l'EPMO** - EURL de PONTAUD

Bureau d'études structure	NEMO K
Economiste de la construction	Cabinet ASSELIN
Bureau d'études fluide CVC-PB	INEX
Bureau d'études fluide CFA CFO	ALTERNET
Eclairagiste	8'18
Acousticien	ALHYANGE

Equipe de spécialistes entourant la **maitrise d'œuvre interne à l'EPMO** – Direction de l'Architecture, de la Maintenance et de sécurité des Bâtiments, Service de la maitrise d'œuvre :

Bureau d'études structure	SECC
Bureau d'études fluide CVC-PB	ALTERNET
Bureau d'études fluide CFA CFO	ALTERNET
Eclairagiste	8'18
Acousticien	ALHYANGE
BET environnement	PLAN 02

Le maître d'œuvre est chargé d'une mission de base conforme aux articles R2431-4 et suivants du code de la commande publique.

Il est désigné dans les différents documents sous le nom de « maître d'œuvre » ou « Moe ».

Dans le cadre du contrôle général des travaux et, conformément à l'article 3.8 du CCAG-Travaux, le maître d'œuvre est chargé d'émettre tous les ordres de service (OS) à destination de l'entrepreneur.

Tous les ordres de service seront écrits, numérotés, datés et signés du maître d'œuvre. Ils sont adressés par le maître d'œuvre à l'entreprise qui en accuse réception.

Ces ordres de service sont exécutoires et sont enregistrés dans le registre de chantier, en application de l'article 28.5 du CCAG-Travaux.

Une copie des OS signés des deux parties est transmise au maître d'ouvrage.

1.3.3. Ordonnancement - Pilotage - Coordination (O.P.C.)

La mission O.P.C. porte sur Conformément à l'article R.2431-17 du code de commande publique, l'ordonnancement, le pilotage et la coordination du chantier sur :

1° l'analyse les tâches élémentaires portant sur les études d'exécution et les travaux, de déterminer leurs enchaînements ainsi que leur chemin critique par des documents graphiques ;

2° l'harmonisation dans le temps et dans l'espace les actions des différents intervenants au stade des travaux ;

3° Au stade des travaux et jusqu'à la levée des réserves dans les délais impartis dans les marchés publics de travaux, la mise en application les diverses mesures d'organisation arrêtées au titre de l'ordonnancement et de la coordination.

Le détail de cette mission figure en annexe 5 du présent C.C.A.P.

Cette mission est assurée par :

IPCS

11 rue Stanislas

75006 Paris

Il est désigné dans les différents documents sous le nom de « OPC » ou « pilote ».

L'OPC est rémunéré par le maître d'ouvrage.

1.3.4. Contrôle Technique

Les travaux faisant l'objet du présent marché sont soumis au contrôle technique dans les conditions prévues par le titre II de la loi du 4 janvier 1978 relative à la responsabilité et à l'assurance dans le domaine de la construction ainsi que par le décret n° 99-443 du 28 mai 1999.

La mission de Contrôleur technique est assurée par la société :

APAVE INFRASTRUCTURE ET CONSTRUCTION France (AICF)

6 Rue du Général Audran

92400 Courbevoie

Le contenu de la mission du Contrôleur Technique est joint en annexe 4 au présent C.C.A.P.

La mission confiée au contrôleur technique pour la présente opération porte sur :

Mission de base : LP – LE – SEI – TH – PHA – HAND

- Mission LP relative à la solidité des ouvrages et des éléments d'équipements dissociables et indissociables ;
- Mission LE relative à la solidité des existants ;
- Mission SEI relative à la sécurité des personnes dans les ERP ;
- Mission Th relative à l'isolation thermique et économique d'énergie ;
- Mission Pha relative à l'isolation acoustique des bâtiments autres qu'à usage d'habitation ;
- Mission Hand relative à l'accessibilité des constructions pour les personnes handicapées ;

Il est désigné dans les différents documents sous le nom de « Contrôleur Technique » ou « bureau de contrôle ».

En conséquence, l'entrepreneur soumettra toutes ses études, plans, notes de calculs, procès-verbaux d'essais, avis techniques, tous documents nécessaires, ainsi que ses matériaux et matériels au contrôleur technique.

Il remettra à ses frais les exemplaires des documents nécessaires au Contrôleur Technique.

Le Contrôleur technique est rémunéré par le maître d'ouvrage.

1.3.5. Mission de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé

L'opération est soumise aux dispositions de la loi n° 93-1418 du 31 décembre 1993 et des textes pris pour son application.

À ce titre, une mission de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé sera confiée à un organisme agréé. La mission relève de la catégorie n°1 et sera rémunérée par le maître d'ouvrage.

La mission de coordonnateur est assurée par :

QUALICONSULT SECURITE

4 rue du Bois Sauvage

91055 Evry

Il est désigné dans les différents documents sous le nom de « CSPS ».

Le contenu de la mission du coordonnateur en matière de sécurité et de protection de la santé est joint en annexe 7 au présent C.C.A.P.

Le coordonnateur en matière de sécurité et de protection de la santé est rémunéré par le maître d'ouvrage.

1.3.6. Coordonnateur des Systèmes de Sécurité Incendie (S.S.I.)

La mission S.S.I. porte sur les systèmes de sécurité incendie en phase conception/réalisation/réception

Le détail de cette mission figure en annexe 6 du présent C.C.A.P.

Cette mission est assurée par :

NEO 2SI

28, rue de la Mairie

78270 LIMETZ-VILLEZ

Il est désigné dans les différents documents sous le nom de « SSI ».

Le coordonnateur des Systèmes de Sécurité Incendie est rémunéré par le maître d'ouvrage.

1.4. REDRESSEMENT, LIQUIDATION JUDICIAIRE OU CHANGEMENT D'ENTITE JURIDIQUE

Les dispositions qui suivent sont applicables en cas de redressement judiciaire ou de liquidation judiciaire.

Le jugement instituant le redressement ou la liquidation judiciaire est notifié immédiatement à la personne publique par le titulaire du marché. Il en va de même de tout jugement ou décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution du marché.

En cas de redressement judiciaire, la personne publique adresse à l'administrateur une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger la résiliation du marché.

Cette mise en demeure est adressée au titulaire dans le cas d'une procédure simplifiée sans administrateur si, en application des articles L.631-1 et suivants du Code de commerce, le juge commissaire a expressément autorisé celui-ci à exercer la faculté ouverte.

Le contrat est résilié de plein droit après la mise en demeure adressée à l'administrateur restée plus d'un mois sans réponse ou en cas de réponse négative, selon les dispositions des articles L622-13 et L641-10 du code de commerce.

Ce délai d'un mois peut être prolongé ou raccourci si, avant l'expiration dudit délai, le juge commissaire a accordé à l'administrateur une prolongation, ou lui a imparti un délai plus court.

La résiliation prend effet à la date de décision de l'administrateur ou du titulaire de renoncer à poursuivre l'exécution du marché, ou à l'expiration du délai d'un mois ci-dessus. Elle n'ouvre droit, pour le titulaire à aucune indemnité.

En cas de liquidation judiciaire, la résiliation du marché est prononcée sauf si le jugement autorise expressément le maintien de l'activité de l'entreprise.

Dans cette hypothèse, la personne publique pourra accepter la continuation du marché pendant la période visée à la décision de justice ou résilier le marché sans indemnité pour le titulaire ».

Tous les documents relatifs au marché, destinés au titulaire, sont adressés au domicile élu figurant à l'acte d'engagement.

Le titulaire est tenu de notifier sans délai au représentant de l'EPMO, les modifications survenant au cours de l'exécution du marché et qui se rapportent notamment :

- Aux personnes ayant le pouvoir de l'engager ;
- A la forme juridique sous laquelle il exerce son activité ;
- A sa raison sociale ou à sa dénomination ;
- A son adresse ou à son siège social.

Et, de façon générale, à toutes les modifications importantes de fonctionnement de l'entreprise pouvant influencer sur le déroulement du marché (informations relatives au changement de compte bancaire de l'accord-cadre etc...).

Toute modification apportée à la forme juridique de l'entreprise du titulaire du marché, doit être notifiée et transmise par lettre recommandée avec accusé de réception à l'adresse suivante :

Établissement public du musée d'Orsay et du musée de l'Orangerie - Valéry Giscard d'Estaing
Mme Bodin, Directrice de l'Architecture, de la Maintenance et de la Sécurité des bâtiments
Esplanade Valéry Giscard d'Estaing, 75343 Paris cedex 07

Cette lettre doit être accompagnée des documents justifiant le changement intervenu, notamment des extraits de journaux d'annonces légales dans lesquels auront été publiées les modifications, un extrait du Registre du Commerce, ainsi qu'un nouveau Relevé d'Identité Bancaire ou Postal (RIB ou RIP).

1.5. PRISE EN CHARGE DES OUVRAGES EXISTANTS ET ETAT DES LIEUX

Les travaux des présents marchés seront exécutés dans les locaux terminés et réceptionnés par le maître d'ouvrage.

Le titulaire prend les lieux dans l'état où ils trouvent au moment du début travaux.

Avant toute exécution des travaux (pendant la période de préparation visée à l'article 4.1 du présent C.C.A.P.), un état des lieux contradictoire sera établi avec le maître d'œuvre pour la mise à disposition des locaux où seront réalisés les travaux et conformément aux dispositions de l'article 11 du CCAG Travaux. **La réalisation de ce constat d'état des lieux est effectuée aux frais du titulaire elle prend la forme d'un constat d'huissier.**

Ce constat contradictoire sera ensuite notifié à la maîtrise d'ouvrage, à la maîtrise d'œuvre et à l'entrepreneur titulaire du présent lot.

Par ailleurs, le titulaire assistera à l'ensemble des opérations relatives à l'instruction d'un référé préventif dans le cas où le maître d'ouvrage décide d'en réaliser un préalablement au démarrage des travaux.

ARTICLE 2 - PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE

2.1. PIECES PARTICULIERES

2.1.1. L'Acte d'Engagement (A.E.) et ses annexes

Annexe 1 : Le RIB du titulaire ;

Annexe 2 : la déclaration de sous-traitance (DC4), le cas échéant ;

Annexe 3 : les pouvoirs donnés au mandataire en cas de groupement ;

Annexe 4 : liste des pièces et annexes du DCE

2.1.2. Le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (C.C.A.P.) et ses annexes (se référer à l'annexe 4 de l'acte d'engagement)

2.1.3 - Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (C.C.T.P.) et ses annexes (se référer à l'annexe 4 de l'acte d'engagement)

2.1.4. La décomposition du prix global et forfaitaire (D.P.G.F.).

Selon le modèle contractuel renseigné et complété par le titulaire.

2.1.5. Le bordereau de prix unitaires (BPU.).

Selon le modèle contractuel renseigné et complété par le titulaire, lorsque le marché prévoit une part à bons de commande.

2.1.6. Les sous-détails de prix unitaires.

Les sous-détails des prix d'unité ne sont pas demandés au titulaire au stade de la notification des marchés mais pourront être expressément demandés par le maître d'œuvre, par voie d'ordres de service en cours d'exécution du marché, conformément à l'article 9.3.3 du CCAG-Travaux.

2.1.7. La proposition technique et / ou méthodologique du titulaire

Ce document comprend les dispositions **remise par le titulaire dans son offre** pour l'exécution des prestations. Il contient toute information utile à la bonne compréhension de la proposition et en particulier, une note sur les moyens humains et l'organisation du titulaire alloué à l'opération, les moyens matériels, le calendrier prévisionnel et la prise en compte des contraintes de l'opération par le titulaire.

N.B. : un cadre permettant aux candidats de répondre à cette demande est donné en annexe du règlement de la consultation.

2.2 - PIECES GENERALES

Les documents applicables sont ceux en vigueur au premier jour du mois d'établissement des prix tel que ce mois est défini au 3.4.1. du présent CCAP.

2.2.1 - Le Cahier des Clauses Administratives Générales (C.C.A.G.)

applicable aux Marchés Publics de Travaux approuvé par arrêté du 30 mars 2021 (J.O. du 1^{er} mars 2021).

2.2.2 - Les Cahiers des Clauses Techniques Générales (C.C.T.G.)

Les cahiers des clauses techniques générales (CCTG) applicables aux marchés publics de travaux de génie civil et de bâtiment, en vigueur lors du mois d'établissement des prix (mois m0 indiqué 'ans l'acte d'engagement) applicables aux marchés publics de travaux, dont le dernier a été approuvé par l'arrêté du 7 octobre 2021 (J.O. du 15 octobre 2021) et abrogeant divers fascicules.

2.2.3 - Le Cahier des Clauses Spéciales (C.C.S.) des Documents Techniques Unifiés (D.T.U.)

2.2.4 – Les informations concernant la réglementation des Services Publics Nationaux et Locaux

Par ailleurs, l'entrepreneur devra s'informer de la réglementation des Services Publics Nationaux et Locaux, et exécuter les prestations conformément à cette réglementation.

2.2.5 – Les normes communautaires et nationales

Se référer à l'article 2.2. du CCTP *DOCUMENTS DE REFERENCES* et à l'article 3. *SPECIFICATIONS TECHNIQUES DETAILLEES*

2.3. ORDRE DE PRIORITE DES PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE

2.3.1 - Ordre de priorité des pièces contractuelles

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG-travaux, en cas de contradiction ou de différence entre les pièces constitutives du marché, ces pièces prévalent dans l'ordre où elles sont énumérées aux articles 2.1 et 2.2 ci-avant.

2.3.2 - Échelle des plans

En cas de contradiction entre plusieurs pièces graphiques, la priorité sera donnée dans l'ordre décroissant de leur échelle (1/1 - 1/2 - 1/5 - 1/10, etc.).

2.3.3 - Ordre de priorité entre les documents écrits et les documents informatiques

Au cours de l'exécution du marché, les intervenants pourront éventuellement être amenés à s'échanger des informations sous forme informatique (plans, notes, etc.).

Les documents informatiques seront toujours dupliqués sous forme écrite par l'émetteur.

En cas de contradiction ou de différence entre les documents informatiques et les documents écrits, ces derniers prévaudront.

ARTICLE 3. PRIX ET MODE D’EVALUATION DES OUVRAGES - VARIATION DANS LES PRIX - REGLEMENT DES COMPTES

3.1. REPARTITION DES PAIEMENTS

L'acte d'engagement indique ce qui doit être réglé respectivement

- à l’entrepreneur mandataire, à ses co-traitants, le cas échéant à leurs sous-traitants.

3.2 - TRANCHE(S) OPTIONNELLE(S)

Dans le cas où le marché comporte une ou plusieurs tranches optionnelles, le pouvoir adjudicateur pourra décider d’affermir une ou plusieurs tranches par décision expresse qui sera notifiée au titulaire par ordre de service du maître d’œuvre et cela sans limite de délais et, au plus tard, jusqu’à la date de fin d’exécution de la tranche ferme.

Aucune indemnité de dédit et d’attente ou de rabais ne sera versée en cas de non affermissement de la ou des tranche(s) optionnelle(s).

3.3. CONTENU DES PRIX - MODE D’EVALUATION DES OUVRAGES ET DE REGLEMENT DES COMPTES.

3.3.1. Contenu des prix

Le présent marché est conclu sur la base d'un prix global et forfaitaire.

Conformément à l’article 10.3.1 du CCAG-Travaux, dans le cas d’application d’un prix forfaitaire, le prix est dû dès lors que l’ouvrage, la partie d’ouvrage ou l’ensemble de prestations auquel il se rapporte a été exécuté.

Les différences éventuellement constatées, pour chaque nature d’ouvrage, ou chaque élément d’ouvrage entre les quantités réellement exécutées et les quantités indiquées dans la décomposition de ce prix, établie conformément à l’article 10.3.1 du CCAG-Travaux, même si celle-ci a valeur contractuelle, ne peuvent conduire à une modification de ce prix. Il en est de même pour les erreurs que pourrait comporter cette décomposition.

Les prix du présent marché sont réputés complets et comprennent l’ensemble des sujétions décrites à l’article 9.1.1 du CCAG-Travaux.

Ils comprennent notamment les sujétions découlant :

- des prestations telles que décrites dans le C.C.T.P.
- de la législation du travail et de l’environnement ;
- des sujétions liées à l'exécution des travaux en milieu occupé ou découlant du maintien de l'activité des services dans les locaux où sont effectués les travaux (du fait de travaux réalisés dans un établissement en activité) **et notamment des horaires de réalisation des travaux bruyants ;**
- des heures d'entrée et de sortie des ouvriers, de l'emplacement du dépôt du matériel et des matériaux, de l'enlèvement des gravats et autres et les livraisons ;

- des interruptions de travail nécessitées par la circulation routière, piétonne aux alentours ;
- des sujétions liées à l'exécution des travaux dans des établissements classés E.R.P., I.G.H., monuments historiques etc. ;
- des frais de mandat, en cas de groupements momentanés d'entreprises ;
- des frais de coordination dans le cas de la gestion des sous-traitants du titulaire ;
- L'obligation d'assumer toutes les difficultés résultant de la situation ou de la nature du musée, plus particulièrement :
 - Le temps perdu pour difficulté d'accès, de circulations, de montages, relais et reprise de transport, etc, quelle que soit la distance ;
 - Les majorations horaires ou frais spéciaux pour travaux minimes ;
 - Tous les frais de panier, petits et grands déplacements, indemnités de transport ;
 - L'obligation de tenir compte d'éventuels chantiers limitrophes et concomitants ;
 - Le titulaire sera réputé confirmer le prix, qui ne donnera lieu à aucun supplément au titre du marché, ayant reconnu au cours de sa visite du site avoir tenu compte des différentes sujétions résultant des difficultés qu'il pourrait rencontrer en cours d'exécution.
- des frais imputés sur le compte des dépenses communes selon les **modalités fixées à l'article 3.3.6 du CCAP. Tableau de répartition des dépenses d'investissement**
- des sujétions découlant de la nécessité de protéger les avoisinants, les sols, le mobilier et les installations environnantes conservées et leurs équipements. Chaque titulaire installera à ses frais, les garde-corps pour satisfaire aux règlements de police et pour protéger les ouvrages existants et les personnes, soit à l'intérieur, soit à l'extérieur des bâtiments (le cas échéant) ;
- des dépenses d'entretien permettant le nettoyage quotidien, l'élimination des déchets de chantier ainsi que le nettoyage final de la zone d'exécution;
- des dépenses de réparation et de remise en état des installations et équipements existants éventuellement détériorés;
- des dépenses liées à l'évacuation des emballages ou conditionnement des fournitures;
- des frais d'établissement des devis, des factures ou mémoires;
- que les livraisons, approvisionnements et interventions des entreprises devront être effectués conformément à l'article 2.5.8 du CCTP *Horaires du chantier*
- de la fourniture des petits matériaux ou matériels nécessaires à la bonne exécution des ouvrages;
- de la fourniture de tous les éléments annexes, provisoires ou complémentaires, qui bien que ne figurant pas dans les pièces contractuelles, s'avèreraient nécessaires à l'exécution des ouvrages dans les règles de l'art;
- des frais de transports et d'assurance ;
- des frais d'études et de participation à la cellule de synthèse nécessaires à l'exécution des travaux et à soumettre au maître d'œuvre ;
- des sujétions étant susceptibles de découler de l'exécution simultanée d'autres ouvrages ;

- les frais, taxes de toutes sortes, ainsi que les primes d'assurance souscrites par l'entreprise ;
- la nécessité éventuelle d'exécuter les prestations en dehors des heures normales pour respecter les délais contractuels (travail en plusieurs postes ou en dehors des jours normalement ouverts).
- l'utilisation du domaine public et du fonctionnement des services publics
- la présence de canalisations, conduites et câbles de toute nature, ainsi que des chantiers nécessaires au déplacement ou à la transformation de ces installations ;
- de l'obligation d'effectuer les livraisons, les travaux bruyants, approvisionnements conformément aux dispositions du CCTP ;
- de l'obligation d'emploi d'une main d'œuvre qualifiée parfaitement adaptée à la nature des travaux à réaliser ;
- de l'obligation d'emploi des matériaux de choix ;
- Les précautions à prendre pour ne dégrader en rien les parties conservées de la construction ;
- Les moyens pour assurer la sécurité des personnes et des biens, et notamment sur les échafaudages sur la voie publique ;
- Les frais découlant de l'obtention d'un « permis de feu » impliquant pour l'entrepreneur de se conformer aux mesures de protection contre l'incendie qui lui seront prescrites ;
- Les frais d'installations de chantier propre au lot, d'accès d'échafaudages, de protection, d'engins de levage et de transport dans les conditions décrites au CCTP, à la NOC et au PGC ;
- Les frais d'établissement des documents fournis après exécution ;
- Les frais d'établissement du PPSPS par le titulaire et ses éventuels sous-traitants, la participation au CISSCT ;
- Les frais de réalisation et de mise au point des prototypes et de fourniture des échantillons ;
- Les frais résultants des demandes du bureau de contrôle technique (le cas échéant), du coordonnateur SPS et du coordonnateur SSI tant en cours d'étude qu'en cours de travaux ;
- Les frais et taxes à la charge des entreprises relatifs aux travaux de raccordement des concessionnaires ;
- Les frais résultant des demandes et observations du maître d'œuvre et de la cellule de synthèse concernant notamment la reprise des plans non conformes ;
- Les frais de réalisation et d'exécution des ATEX nécessaires à l'obtention des avis techniques ainsi que ceux relevant des assurances ;
- Les frais de réalisation des sondages éventuels supplémentaires et des relevés d'état des lieux.

En dehors des facilités dont bénéficient les entreprises pour les installations de chantier en application de l'annexe n° A.6.B du CCTP PLAN INSTALLATIONS DE CHANTIER) et relative aux dépenses communes de chantier définies à l'article 3.3.6 du CCAP – Tableau de répartition des dépenses d'investissement , le maître d'ouvrage ne fournira aucune prestation aux entreprises.

Dans le cas où le titulaire intervient en groupement, le prix des prestations attribué à chaque entrepreneur groupé est réputé prendre en compte l'ensemble des dépenses et marges correspondantes y compris les charges que chaque entrepreneur peut être appelé à rembourser au mandataire.

3.3.2. Les ouvrages ou prestations faisant l'objet du marché

Le règlement se fera sur la base du prix global forfaitaire indiqué dans l'Acte d'Engagement.

3.3.3. Travaux modificatifs – prix nouveaux

Sont concernées, les prestations et ou travaux supplémentaires ou modificatifs, dont la réalisation est nécessaire au bon achèvement de l'ouvrage, qui sont notifiées par ordre de service et pour lesquelles le marché n'a pas prévu de prix.

Conformément à l'article 13 du CCAG-Travaux, en cours d'exécution du marché, des demandes de devis pour travaux modificatifs pourront être émises par le maître d'œuvre. Elles le seront de manière expresse par voie de fiche de travaux modificative du maître d'œuvre et après avoir obtenu l'accord-préalable du maître d'ouvrage.

Les entreprises concernées devront fournir au maître d'œuvre le devis de travaux complété d'un descriptif technique, des notes de calcul, des documents graphiques modifiés demandés dans un délai de 15 jours maximum à compter de la fiche de travaux modificatif de service du maître d'œuvre.

Ce devis devra être détaillé et accompagné des métrés ; il reprendra les codes et références figurant dans les D.P.G.F, B.P.U ou les sous-détails de prix d'unité.

Une fois le devis validé par le maître d'œuvre, celui-ci établira un ordre de service pour travaux supplémentaires ou modificatifs sur la base d'un prix définitif qui sera notifié au titulaire après approbation du pouvoir adjudicateur par décision écrite.

Cas particuliers des demandes provenant du titulaire :

Ces demandes ne pourront être prises en compte, après examen par le maître d'œuvre, qu'aux conditions suivantes :

- Ces modifications devront faire apparaître un avantage certain pour l'opération (moins-value financière, gain de temps, etc...)
- Elles devront être formulées à une date permettant leur analyse architecturale et technique par le maître d'œuvre ainsi que la négociation du devis correspondant, avant le démarrage du ou des travaux concernés ;

- Elles devront être accompagnées d'un justificatif technique et financier portant non seulement sur les prestations du demandeur, mais également sur les conséquences techniques éventuelles et financières qui en découlent pour les autres corps d'état ;
- Elles ne peuvent en aucune manière entraîner une augmentation des délais, ne faire varier en plus-value les conditions économiques de l'ensemble des marchés concourant à la réalisation de l'ouvrage, ni entraîner le non-respect par le maître d'œuvre de ses propres engagements contractuels en matière de niveau des prestations.

Les prescriptions de l'article 30 du CCAG-Travaux concernant les dimensionnements et caractéristiques des ouvrages seront appliqués au présent marché.

3.3.4. Sous-détail des prix d'unité

Pour l'application des dispositions des articles 9.3 et 13 du C.C.A.G. travaux, les prix d'unité, qui pourront être demandés au titulaire par ordre de service tout au long de l'exécution du présent marché pour les prix relevant de la part forfaitaire ou pour les prix nouveaux, seront décomposés de la façon suivante :

Pour un prix d'unité concernant la prestation suivante :

A – Fournitures

Quantités (1)	x prix d'achat (1)	=	
Quantités (2)	x prix d'achat (2)	=	
Quantités (2)	x prix d'achat (2)	=	
			<hr/>
	Ensemble	=	
x 1 coefficient pour livraison,			
manutentions, tous transports			
à pied d'œuvre, stockage	=	

B – Main d'œuvre

Suivant qualifications des divers intervenants sur chantier

Quantités d'heures (3) x à l'heure

salaire brut =

Quantités d'heures (3) x à l'heure

salaire brut =

Ensemble ... =

x 1 ... coefficient (4) charges sociales =

Ensemble déboursé =

x 1,... coefficient de vente (frais généraux
aléas, bénéfices, soit prix de vente) =

=====

Ce prix de vente (P.V.) étant celui figurant, pour l'ouvrage considéré, dans la décomposition du prix global forfaitaire.

(2) du matériau principal de la construction

(2) des matériaux accessoires

(3) en fractions décimales d'heures figurent ici les temps unitaires passés par les intervenants sur le chantier dans les diverses qualifications y compris maîtrise, chef d'équipe, HQ, OQ et OS, de manière à permettre la composition d'éventuels prix nouveaux d'ouvrages imprévus.

(3) ce coefficient peut être relevé dans les publications officielles.

3.3.5. Modalités de règlement des ouvrages nouveaux ou travaux supplémentaires modificatifs

Les prix nouveaux peuvent être soit des prix unitaires, soit des prix forfaitaires.

Ils sont établis sur les bases d'établissement de ces prix nouveaux, aux conditions économiques en vigueur le mois d'établissement de ces prix.

Dans le cas de travaux réglés sur prix forfaitaires, le prix nouveau est réputé tenir compte des charges supplémentaires éventuellement supportées par le titulaire du fait de ces changements, à l'exclusion du préjudice indemnisé, s'il y a lieu.

S'il existe des décompositions de prix forfaitaires ou des sous-détails de prix unitaires, leurs éléments, notamment les prix d'unité contenus dans les décompositions, sont utilisés pour l'établissement des prix nouveaux.

L'ordre de service visé au 3.3.3 du présent CCAP ou un autre ordre de service intervenant au plus tard quinze jours après, notifie au titulaire les prix proposés pour le règlement des travaux nouveaux ou modificatifs.

Le prix notifié à l'entreprise par le maître d'œuvre est considéré comme étant un prix définitif.

Ils sont obligatoirement assortis d'un sous-détail, s'il s'agit de prix unitaires, ou d'une décomposition, s'il s'agit de prix forfaitaires, cette décomposition ne comprenant aucun prix d'unité nouveau dans le cas d'un prix forfaitaire pour lequel les changements présents ne portent que sur les quantités de natures d'ouvrage ou d'éléments d'ouvrage.

3.3.6. Augmentation et diminution dans la masse des travaux

Les stipulations des articles 14 et 15 du CCAG-Travaux sont applicables au(x) titulaire(s) du (des) présent(s) marché(s).

Par dérogation aux articles 14-3 et 15-1 du CCAG-Travaux, il est précisé que l'augmentation ou la diminution, limite au-delà de laquelle l'entrepreneur a droit à être indemnisé du préjudice éventuellement subi est portée au quinzième de la masse initiale des travaux.

Par dérogation à l'article 14-2-2 du CCAG-Travaux, il est précisé que l'augmentation limite au-delà de laquelle l'entrepreneur a droit de renoncer à l'exécution des travaux est portée à 50% (dans les cas expressément visés au L.2194.1 du code de la commande publique) de la masse initiale des travaux.

3.3.7. Tableau de répartition des dépenses de fonctionnement

Les dépenses de fonctionnement communes portées au compte prorata sont décrites à l'annexe A6 du CCTP – Notice organisation de chantier.

3.4. VARIATION DANS LES PRIX

Les répercussions sur tous les prix du marché des variations des éléments constitutifs du coût de travaux sont réputées réglées par les stipulations ci-après.

3.4.1 - Mois d'établissement des prix du marché

Les prix du présent marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois figurant à l'article 4 de l'acte d'engagement (dit mois zéro).

3.4.2 - Type de prix et clause de réexamen

Le marché est traité sur la base d'un prix global et forfaitaire et dont la décomposition figure dans la D.P.G.F.

Les prix sont révisables selon la formule :

Le prix révisé (P) est obtenu en appliquant la formule paramétrique suivante :

$$P = P_o [0,15 + 0,30*(BT01/BT01o) + 0,30*(BT07/BT07o) + 0,25*(BT45/BT45o)]$$

dans laquelle :

- P est le prix révisé;
- P_o est le prix initial indiqué à l'acte d'engagement et réputé établi sur la base des conditions économiques du "mois zéro" ;
- au dénominateur, figurent les valeurs des indices correspondant aux paramètres pour le mois zéro;
- au numérateur, figurent les valeurs de ces mêmes indices afférentes au mois de révision.

Pour la mise en oeuvre de cette formule, les calculs intermédiaires seront effectués avec au minimum quatre décimales et le coefficient applicable à P_o arrondi, le cas échéant, au millième supérieur.

Les indices retenus pour apprécier l'évolution des différents éléments représentatifs du coût de la prestation sont les suivants :

BT01 TOUS CORPS D'ETAT

BT07 OSSATURES ET CHARPENTES METALLIQUES

BT45 VITRERIE-MIROITERIES

Les révisions se font à l'avancement des travaux, au vu des situations et des projets de décompte **mensuels** établis par le titulaire.

Clause de butoir : pour chacun des lots pris séparément, une clause de butoir fixe une tolérance plafond de la révision des prix à la hausse de **5 %** et une tolérance plancher des prix à la baisse de **5 %**.

Dès lors que les butoirs sont atteints, la variation tiendra compte des incidences plafonds ou planchers calculés. Lorsque les butoirs ne sont pas atteints, le prix révisé est calculé en fonction de la valeur des index.

3.4.3. Révision provisoire - révision définitive

Conformément aux articles R2172-23 à R2172-25 du code de la commande publique, lorsque la valeur finale des références n'est pas connue à la date où doit intervenir un acompte ou un paiement partiel définitif, le pouvoir adjudicateur procède à un règlement provisoire sur la base des dernières références connues.

Le paiement calculé sur la base des valeurs finales de référence intervient au plus tard trois mois après la date à laquelle sont publiées ces valeurs.

Toutefois, par dérogation à l'article 9.4.4 du CCAG-travaux, la valeur finale de l'index est appréciée au plus tard à la date de réalisation contractuelle des prestations, ou à la date de leur réalisation réelle si celle-ci est antérieure.

3.4.4. Application de la taxe à la valeur ajoutée

Les montants des acomptes mensuels et du solde seront calculés en appliquant les taux de T.V.A. en vigueur lors de l'établissement des pièces de paiement.

Les montants seront éventuellement rectifiés en vue de l'établissement du décompte général en appliquant les taux de T.V.A. en vigueur lors des encaissements correspondants.

3.5 - PAIEMENT DES SOUS-TRAITANTS

3.5.1 - Désignation des sous-traitants

3.5.1.1 Généralités

Les sous-traitants sont désignés dans l'acte d'engagement.

Dans le cas contraire, l'acceptation d'un sous-traitant et l'agrément des conditions de paiement du contrat de sous-traitance sont constatés par un acte spécial signé en cours de marché par le pouvoir adjudicateur et par l'entrepreneur qui conclut le contrat de sous-traitance.

Le titulaire peut sous-traiter l'exécution de certaines parties de son marché, sous réserve de l'acceptation du ou des sous-traitants par le maître de l'ouvrage et de l'agrément par lui des conditions de paiement de chaque sous-traitant en application des dispositions fixées par les articles R2193 et suivants du code de la commande publique.

Les conditions de l'exercice de cette sous-traitance sont définies à l'article 3.6 du CCAG-Travaux.

En application des dispositions des articles R2193 et suivants du code de la commande publique, l'acceptation d'un sous-traitant en cours de marché et l'agrément des conditions de paiement du contrat de sous-traitance sont constatés par un acte spécial signé par le pouvoir adjudicateur, par le contractant qui conclut le contrat de sous-traitance et par le sous-traitant lui-même.

3.5.1.2 Conditions générales d'agrément

Conformément au chapitre III du titre IX du livre 1er de la 2ème partie du code de la commande publique :

- le maître d'ouvrage doit mettre en demeure l'entrepreneur principal si un sous-traitant n'a pas été déclaré et agréé et que ses conditions de paiement ont été acceptées ;
 - le maître d'ouvrage doit mettre en demeure l'entrepreneur principal si celui-ci n'a pas mis en place une délégation de paiement en faveur du sous-traitant ;
- le maître d'ouvrage doit mettre en demeure le sous-traitant si celui-ci n'a pas fourni une caution ou mis en place une délégation de paiement au bénéfice de son propre sous-traitant ;

- le maître d'ouvrage doit mettre en demeure l'entrepreneur principal si celui-ci ne déclare pas la nature, le montant des travaux et les délais d'intervention, ainsi que le nom des sous-traitants auxquels il envisage de faire appel.

L'acceptation d'un sous-traitant et l'agrément des conditions de paiement du contrat de sous-traitance peuvent être réalisés par acte spécial, dès lors que le titulaire peut, conformément aux dispositions de l'article R2193-22 du code de la commande publique :

- soit obtenir la modification de la formule de l'exemplaire unique ;
- soit fournir une attestation de l'établissement bancaire justifiant l'annulation du nantissement préalable ou que la cession de créance ou le nantissement ne fait pas obstacle au paiement du sous-traitant.

Pour le sous-traitant établi ou domicilié hors de France, celui-ci devra attester sur l'honneur que le travail sera réalisé avec des salariés employés régulièrement au regard de la réglementation française ou des règles d'effet équivalent dans le pays auquel il est rattaché.

L'attention du titulaire est attirée sur le fait que le maître d'ouvrage se réserve le droit de REFUSER un sous-traitant s'il juge ses qualifications ou références insuffisantes.

3.5.1.3 Sous-traitance directe et modalités d'agrément

Le « sous-traitant direct » est le sous-traitant du titulaire ou, dans le cas d'entrepreneurs groupés, le sous-traitant de l'un des membres du groupement.

Dès la signature de l'acte spécial constatant l'acceptation du sous-traitant et l'agrément des conditions de paiement, le pouvoir adjudicateur notifie au titulaire et à chacun des sous-traitants concernés l'exemplaire de l'acte spécial qui leur revient. Dès réception de cette notification, le titulaire du marché fait connaître au pouvoir adjudicateur le nom de la personne physique habilitée à représenter le sous-traitant.

Dès que l'acceptation et l'agrément des conditions de paiement ont été obtenus, le titulaire fait connaître au maître d'œuvre le nom de la personne physique qui le représente pour l'exécution des prestations sous-traitées.

Le recours à la sous-traitance, sans acceptation préalable du sous-traitant et sans agrément préalable des conditions de paiement, expose le titulaire à l'application des mesures de résiliation. Il en est de même si le titulaire a fourni, en connaissance de cause, des renseignements inexacts à l'appui de sa demande de sous-traitance.

Le titulaire est tenu de communiquer le contrat de sous-traitance et ses avenants éventuels au représentant du pouvoir adjudicateur, lorsque celui-ci en fait la demande. Si, sans motif valable, il n'a pas rempli cette obligation

quinze jours après avoir été mis en demeure de le faire, il encourt une pénalité journalière de 1/1 000 du montant HT du marché ; en outre, le défaut de communication du contrat de sous-traitance un mois après cette mise en demeure expose le titulaire à l'application des mesures prévues à l'article 3.6.1.5 du CCAG Travaux.

3.5.1.4 Sous-traitance indirecte et modalités d'agrément

Le « sous-traitant indirect » également appelé sous-traitant de second rang est le sous-traitant d'un sous-traitant, dénommé « entrepreneur principal du sous-traitant indirect ».

Un sous-traitant ne peut sous-traiter l'exécution de la partie du marché qui lui a été sous-traitée qu'à la condition d'avoir obtenu du représentant du pouvoir adjudicateur l'acceptation de ce sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement.

En vue d'obtenir cette acceptation et cet agrément, l'entrepreneur principal du sous-traitant indirect transmet au titulaire une déclaration comportant l'ensemble des informations exigées pour la déclaration d'un sous-traitant direct.

L'exécution des travaux par le sous-traitant indirect ne peut intervenir avant que le représentant du pouvoir adjudicateur est notifié la déclaration de sous-traitance de 2nd rang

Si le paiement du sous-traitant indirect est garanti par une caution personnelle et solidaire, une attestation du titulaire, indiquant qu'il en a reçu copie, est jointe à l'envoi de la caution.

En cas de délégation de paiement, l'entrepreneur principal du sous-traitant indirect transmet au titulaire, aux fins de remise au représentant du pouvoir adjudicateur, l'acte par lequel l'entrepreneur principal donne délégation au représentant du pouvoir adjudicateur pour paiement à son sous-traitant à concurrence du montant des prestations exécutées par ce dernier.

Cet acte, qui doit être remis au représentant du pouvoir adjudicateur contre récépissé ou lui être adressé par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, comporte l'ensemble des informations mentionnées aux articles R2193-21 et R2193-22 du code de la commande publique.

Les transmissions mentionnées ci-dessus sont effectuées par l'intermédiaire de tous les entrepreneurs principaux successifs éventuels jusqu'au sous-traitant direct concerné.

3.5.2 - Modalités de paiement direct

Lorsque le montant des prestations sous-traitées est supérieur à 600€ TTC, le sous-traitant est payé directement par l'EPMO. Le sous-traitant adresse sa demande de paiement au pouvoir adjudicateur conformément à l'annexe 8 du CCAP. Outil de gestion financière EDIFLEX

Le pouvoir adjudicateur procède au paiement du sous-traitant dans le délai prévu par l'article R2192-10 du code de la commande publique. Ce délai court à compter de la réception par le pouvoir adjudicateur de l'accord, total ou

partiel, du titulaire sur le paiement demandé, ou de l'expiration du délai si, pendant ce délai, le titulaire n'a notifié aucun accord ni aucun refus, ou encore de la réception par le pouvoir adjudicateur de l'avis postal mentionné au troisième alinéa.

3.6 - GESTION FINANCIERE DE CHANTIER – MODALITES DE REGLEMENT DES COMPTES

L'acte d'engagement précise ce qui doit être payé respectivement aux co-traitants.

La signature du projet de décompte par le mandataire du groupement vaut acceptation par celui-ci de la somme à payer éventuellement à chacun des co-traitants, compte tenu des modalités de répartitions des paiements prévus dans le marché.

3.6.1 - Avance

Pour les marchés publics dont le montant est supérieur à 50 000 € H.T. et dont la durée d'exécution est supérieure à deux mois, une avance sera versée au titulaire sous réserve des conditions stipulées ci-après :

3.6.2. Avance versée au titulaire

Une avance prévue aux articles R2191-3 à R2191-10 du code de la commande publique sera versée au titulaire sauf en cas de refus par celui-ci. Son montant est égal à **30 %** du montant initial des prestations du marché (ou de la tranche) (en prix de base) à exécuter en « propre » dans les douze premiers mois du marché.

Le paiement de cette avance interviendra dans le délai d'un mois à partir de la date à laquelle commence à courir le délai contractuel d'exécution, sous réserve que le titulaire ait mis en place les garanties ou cautionnements exigés par le pouvoir adjudicateur.

Le remboursement de cette avance commence lorsque le montant cumulé des demandes d'acomptes présentées, régie exclue, par le titulaire atteindra ou dépassera **50 %** du montant initial (T.T.C.) du marché ou de la tranche. Ce remboursement devra être terminé lorsque ledit montant aura atteint 80 % du montant initial (T.T.C.) du marché ou de la tranche.

Il s'effectue par précompte sur les sommes dues ultérieurement au titulaire à titre d'acomptes ou de solde. Le précompte s'effectue après application de la clause de révision de prix sur le montant initial de l'acompte ou du solde.

En application des dispositions des articles R2112-13 et R2191-3 à R2191-10 du code de la commande publique, son montant ne sera ni révisé, ni actualisé.

3.6.3 – Avance versée aux sous-traitants

Une avance peut être versée, sur leur demande, aux sous-traitants lorsque le montant des prestations du marché, de la tranche ou du bon de commande est au moins égal au seuil fixé par le code de la commande publique pour le versement de l'avance, soit 50 000 Euros H.T. Par ailleurs, les prestations doivent s'exercer sur une durée supérieure à deux mois.

Le versement de cette avance, dont le montant est égal à 5 %, voire 30% si le sous-traitant est une PME, du montant des prestations sous-traitées, et son remboursement sont effectués conformément aux articles R2191-11 à R2191-12 du code de la commande publique.

3.6.4. Présentation des décomptes et établissement des acomptes mensuels

Le paiement des prestations forfaitaires s'effectuera dans les conditions prévues à l'article 12 du CCAG-TVX et aux articles R. 2191-20 à R. 2191-22 du code de la commande publique, par le versement d'acomptes mensuels dont le montant correspond à la valeur des prestations auxquelles ils se rapportent.

Par dérogation aux dispositions des articles 12.1 et 12.2 du CCAG-Travaux, la gestion des décomptes et acomptes par le titulaire, le maître d'œuvre et l'acheteur est assurée par traitement informatique (service d'échange électronique de gestion financière des travaux), par le biais de l'outil EDIFLEX, dans les conditions et modalités figurant à l'annexe 8 CCAP *Outil de gestion financière EDIFLEX*.

Les acomptes mensuels sont établis dans les conditions fixées à l'article 12.2 du CCAG-Travaux en tenant compte des précisions suivantes :

- Le maître d'œuvre, à partir du décompte mensuel, dresse un projet d'état d'acompte mensuel, comprenant les différents éléments indiqués à l'article 12.2.1 du CCAG-Travaux, et l'adresse au Maître d'ouvrage dans un délai de sept (7) jours à compter de la réception du projet de décompte.

- par dérogation à l'article 12.2.2 du CCAG-Travaux, le Maître d'ouvrage accepte ou rectifie le projet d'état d'acompte mensuel établi par le maître d'œuvre. Le projet accepté ou rectifié devient alors l'état d'acompte mensuel sur la base duquel est réglé le montant de l'acompte. L'état d'acompte mensuel est notifié au titulaire par le Maître d'ouvrage.

- En cas de contestation sur le montant de l'acompte, le Maître d'ouvrage règle les sommes qu'il a admises.

En application des stipulations de l'article 10.4 du CCAG-Travaux, chaque acompte reçu dans les conditions du présent article comprend, s'il y a lieu, une part correspondant aux approvisionnements constitués en vue des travaux.

Les approvisionnements désignent les matériaux, produits ou composants de construction constitués par le titulaire pour l'exécution des travaux objet du marché et dont la date de commande est postérieure à la notification du marché.

Le montant correspondant s'obtient en appliquant aux quantités à prendre en compte les prix du bordereau de prix inséré dans le marché et les sous-détails de ces prix, relatifs aux matériaux, produits ou composants de construction à mettre en œuvre.

A l'appui de tout projet de décompte mensuel comportant des approvisionnements, le titulaire produit :

- tout document justificatif mentionnant au minimum la date de la commande, la description précise des approvisionnements, les quantités livrées ;
- les références des prix unitaires ou des prix forfaitaires concernés.

Les matériaux, produits ou composants de construction ayant fait l'objet d'un acompte pour approvisionnement restent la propriété du titulaire. Ils ne peuvent toutefois être enlevés du chantier sans autorisation écrite du maître d'œuvre.

Le titulaire est responsable de leur bonne garde, quel que soit le lieu de stockage, et prend les mesures adéquates pour s'assurer qu'ils ne seront pas endommagés, ni affectés à un autre usage. A défaut, il s'engage à constituer de nouveaux approvisionnements équivalents à ses frais et risques.

3.6.5. Etablissement du projet de décompte final

Le titulaire transmet simultanément au maître d'ouvrage et au maître d'œuvre son projet de décompte final dans un délai de trente (30) jours, par dérogation à l'article 12.3.2 du CCAG -Travaux, à compter de la plus tardive des deux dates suivantes :

- Date de notification de la décision de levée des réserves,
- Date de remise du dossier des ouvrages exécutés (DOE) et des documents nécessaires à l'établissement du dossier d'intervention ultérieur sur l'ouvrage (DIUO).

Par dérogation à l'article 12.4.2 du CCAG-Travaux, le Maître d'ouvrage notifie au titulaire le décompte général dans un délai de quarante-cinq (45) jours à compter de la date de notification du projet de décompte final au maître d'œuvre.

3.6.6. Décompte général et état de solde

Le décompte général est l'acte qui règle définitivement les droits et les obligations financières des parties.

Le projet de décompte général est établi par le maître d'œuvre sur la base du :

- décompte final comme défini au 3.6.5 du présent marché,

- solde établi à partir du décompte final et du dernier décompte mensuel,
- la récapitulation des acomptes mensuels et du solde.

Le montant du décompte général étant égal au résultat de cette récapitulation.

Par dérogation à l'article 12.4.2 du CCAG-Travaux, le décompte général est notifié à l'entrepreneur, avant la date la plus tardive des deux dates suivantes :

- 60 jours à compter de la date de remise au maître d'oeuvre du projet de décompte final par le titulaire,
- 60 jours à compter de la réception par le pouvoir adjudicateur du projet de décompte final par le titulaire.

Par dérogation à l'article 12.4.2 du CCAG-Travaux, dans le cas où les valeurs des index permettant la révision du solde ne sont pas connues, le pouvoir adjudicateur notifie au titulaire la révision des prix afférente au solde dans les 30 jours qui suivent leur publication. La date de cette notification constitue le point de départ du délai de paiement des sommes restant dues au titulaire après révision définitive des prix.

Si le maître d'ouvrage ne notifie pas le décompte général dans les délais visés ci-avant, le titulaire peut mettre en demeure le maître d'ouvrage d'y procéder au vu d'un projet de décompte général qu'il aura signé. Par dérogation à l'article 12.4.4 du CCAG-Travaux, dans un délai de 30 jours à compter de la notification de ce projet de décompte général établi par le titulaire, le maître d'ouvrage notifie le décompte général au titulaire. Passé ce délai de 30 jours, le décompte général devient définitif.

Le titulaire dispose également d'un délai de 30 jours pour le renvoyer au maître d'ouvrage et copie au maître d'oeuvre, revêtu de sa signature, avec ou sans réserve, ou faire connaître les raisons pour lesquelles il refuse de signer. Passé le délai de 30 jours, le décompte général devient définitif.

Le décompte général accepté et signé sans réserve par les deux parties devient le décompte général définitif. En cas de réserves, le pouvoir adjudicateur règle au titulaire les sommes admises au titre du décompte final dans un délai de 30 jours à compter de la date de réception de la notification du décompte général assorti de réserves.

Dans le cas où le titulaire émet des réserves ou refuse de signer, les motifs doivent être exposés dans un mémoire de réclamation, remis au maître d'ouvrage (et au maître d'oeuvre) dans un délai de 30 jours, conformément à l'article 55 du CCAG-Travaux.

3.6.7. Délais de paiement et intérêts moratoires

L'EPMO se libèrera des sommes dues par virement bancaire dans un délai de trente (30) jours à compter soit de la réception de la facture, soit de la date de fin d'exécution des prestations si celle-ci est postérieure à la date de réception de la facture.

Le défaut de paiement dans ce délai, fait courir de plein droit des intérêts moratoires au bénéfice du titulaire et l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de 40 €. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux de refinancement de la Banque Centrale Européenne, majoré de 8 points.

3.6.8. Gestion dématérialisée des règlements du titulaire

Par dérogation aux dispositions des articles 12.1 et 12.2 du CCAG-Travaux, la gestion des décomptes et acomptes par le titulaire, le maître d'œuvre et le représentant du pouvoir adjudicateur est assurée par traitement informatique dans les conditions fixées à l'annexe 8 au CCAP. *Outil de gestion financière* EDIFLEX

3.6.9 – Clause de réexamen : modification d'un groupement en cours d'exécution du marché

Dans le cadre d'un groupement d'entreprises, toute modification de la répartition des paiements entre les membres du groupement, prévue à l'acte d'engagement, sera communiquée au pouvoir adjudicateur par le mandataire du groupement, par tout moyen écrit. Cet accord sera ensuite formalisé par le maître d'ouvrage sous forme de d'avenant. Cette modification n'entraînera pas de modification dans les avances versées dans les 30 jours à compter de la notification.

En cas de défaillance d'un des cotraitants du groupement, le mandataire présentera au pouvoir adjudicateur soit un sous-traitant, soit un nouveau cotraitant.

Dans le cas d'une proposition de remplacement du cotraitant défaillant par un autre cotraitant, le maître d'ouvrage, après analyse du dossier de candidature du remplaçant du défaillant, notifiera son accord au mandataire par décision expresse sous réserve que le nouveau cotraitant prenne en charge l'ensemble des prestations du défaillant à prix constaté et, au vu des conditions initiales du marché.

ARTICLE 4 - PREPARATION - DELAI D'EXECUTION - PENALITES

4.1. PERIODE DE PREPARATION

Il est fixé une période de préparation comprise dans le délai d'exécution du marché, tel que décrit à l'article 4.2 du présent C.C.A.P. Par dérogation à l'article 28-1 du CCAG-Travaux la période de préparation est de 4 semaines pour les lots : 1,7,8, 9 et 13, elle est fixée à 6 semaines pour le lot 2. Pour les autres lots, elle est fixée à deux mois.

La période de préparation commence à compter de la date de notification du marché au titulaire et s'achève au plus tard après la remise des documents visés ci-dessous que l'entrepreneur doit établir durant la durée de la période de préparation ou, au vu des ordres de service notifiés par le maître d'œuvre.

Au cours de cette période de préparation, il est notamment réalisé les opérations suivantes :

- établissement du programme d'exécution des travaux par les entreprises et leurs sous-traitants ;
- les modalités d'organisation des cotraitants en cas de groupement ;
- l'ouverture du registre de chantier par le maître d'œuvre en application de l'article 28.5 du CCAG-travaux ;
- l'ouverture du registre journal par le CSPS ;
- définition des installations de chantier en concertation avec le maître d'œuvre, l'OPC et le CSPS ;
- établissement des PPSPS des entreprises de travaux au vu du PGC établi par le CSPS ;
- établissement du planning détaillé d'exécution des travaux conjointement par les entreprises et l'OPC ;
- remise des procès-verbaux de matériaux par les entreprises pour visa du maître d'œuvre et, le cas échéant, avis du contrôleur technique ;
- établissement par les entreprises pour visa du maître d'œuvre et, le cas échéant, avis du contrôleur technique, des études d'exécution, des plans, notes de calculs et études de détail nécessaires au démarrage des travaux telles que définies à l'article 29.1 du CCAG-Travaux et à l'article 8.2 du présent marché ;
- schéma de gestion et d'organisation des déchets (SOGED) remis au maître d'ouvrage, en application de l'article 36.2 du CCAG-Travaux.

4.1.1. Pièces à établir par le titulaire du marché

Il est précisé que lorsque le titulaire remet, notamment au maître d'ouvrage et au maître d'œuvre, des documents sous format électronique, ces derniers doivent être sécurisés, identifiables et interopérables avec les logiciels de dessin, de texte, de planning et de calcul du maître d'œuvre et du maître d'ouvrage.

Les logiciels à utiliser pour l'exécution du présent marché sont pour l'ensemble des plans : **AUTOCAD**

Les documents à établir durant la période de préparation, **dans un délai de 10 jours ouvrés à compter du démarrage de la période de préparation** sont les suivants, complétés éventuellement de ceux précisés dans le CCTP :

- établissement du programme d'exécution des études et des travaux par les entreprises et leurs sous-traitants tel que précis à l'article 28.2 du CCAG-Travaux en prenant en charge les dispositions nécessaires à assurer les installations de chantier et la gestion de la qualité des ouvrages conformément à l'article 28.4 du CCAG-travaux.

Le programme fera apparaître les moyens en homme, en matériel et en logistique que l'entrepreneur prévoit de mettre en place.

L'ensemble du programme d'exécution des études et des travaux sera soumis au visa du maître d'œuvre et à l'avis de l'O.P.C.

Le maître d'œuvre et l'O.P.C. retourneront ce programme à l'entrepreneur, soit revêtu de leur visa et avis, soit, s'il y a lieu, accompagné de leurs observations, dans un délai maximal de 10 jours ouvrés.

Les rectifications qui seraient demandées à l'entrepreneur devront être faites dans un délai de 10 jours ouvrés maximum ;

- élaboration et acceptation du calendrier détaillé d'exécution dans les conditions prévues au 4.4 ci-après.

Le calendrier détaillé d'exécution, établi par l'O.P.C. sur la base du programme des travaux établi par l'entrepreneur, sera réalisé au moyen d'une méthode mettant en évidence :

- les tâches à accomplir pour exécuter les ouvrages et leur enchaînement,
- les tâches critiques conditionnant le délai d'exécution (chemin critique).
- la cohérence avec les tâches clefs.

Les programmes prévisionnels de travaux comporteront les informations nécessaires à la définition des tâches critiques.

Les éléments devant être fournis par l'entreprise à l'OPC le seront dans un délai de **10 jours ouvrés** à compter de la notification du marché ou de l'ordre de service de démarrage des prestations ;

- établissement de la liste prévisionnelle des plans d'exécution dans un délai de **10 jours ouvrés** à compter de la date à laquelle commence à courir le délai d'exécution des travaux du lot ;

- établissement et présentation au visa du maître d'œuvre, après avis du contrôleur technique, le cas échéant, des plans d'exécution, notes de calcul, procès-verbaux des matériaux et études de détails nécessaires pour le début des études de synthèse à l'exception de ceux fournis par le maître d'œuvre ;

- établissement par chaque entrepreneur, y compris les sous-traitants, du plan particulier de sécurité et de protection de la santé (P.P.S.P.S.) et présentation au coordonnateur de sécurité, en application de l'article 28.3 du CCAG-Travaux et de la section 5 du décret n° 94-1159 du 26 décembre 1994 relatif à l'intégration de la sécurité et à l'organisation de la coordination en matière de sécurité et de protection de la santé.

4.1.2. Note sur les moyens

L'entreprise devra y préciser :

- Le type, le nombre et les caractéristiques des engins principaux et matériels devant travailler sur le chantier et qui devront être compatibles avec le programme de l'entreprise et les travaux à réaliser ;
- la provenance de tous les matériaux, ainsi que les noms et adresses de tous les fournisseurs, gîtes, carrières et ballastières ;
- Les plans d'aménagement des emprises et d'installations de chantier montrant les accès et les circulations dans les différentes phases de travaux.

L'entrepreneur devra également préciser les possibilités de contrôle systématiques prévues sur le matériel de fabrication, d'une part et sur le produit fabriqué d'autre part.

Par ailleurs, le responsable de l'auto-contrôle, tel que précisé à l'article 9.1.3 du présent document devra être nommé durant cette période de préparation.

4.2. DELAI D'EXECUTION

Le présent marché prend effet à compter de la date de sa notification au titulaire. Il prendra fin à l'issue de la période de garantie de parfait achèvement.

Le délai global d'exécution du présent marché intégrant la période de préparation visée à l'article 4.1 du CCAP et les périodes de congés payés, est fixé à **40 mois** hors garantie de parfait achèvement. Ce délai court à réception de la notification du marché.

La date prévisionnelle de fin des travaux est estimée à fin **janvier 2029**.

En cas de tranche, la durée d'exécution de chaque tranche sera précisée avec la décision expresse d'affermissement du maître d'ouvrage notifiée par le maître d'œuvre par ordre de service.

Le calendrier prévisionnel des études et des travaux figurant au titre des pièces contractuelles du marché sert à l'établissement du calendrier détaillé d'exécution sur la base des éléments fournis par les entreprises.

Ce calendrier détaillé d'exécution sera rendu contractuel par voie d'ordre de service émis par le maître d'œuvre, en remplacement du calendrier prévisionnel.

C'est le calendrier détaillé d'exécution qui permettra la détermination des éventuels retards du titulaire dans l'exécution des travaux de son marché et l'application des pénalités prévues.

Il est précisé qu'à l'occasion de la mise au point de ce calendrier, le titulaire de chaque marché sera dans l'obligation d'accepter les contraintes techniques des délais imposés par les autres corps d'état.

4.3 - CALENDRIER PREVISIONNEL D'EXECUTION

Le calendrier prévisionnel d'exécution est fourni en annexe 1 au CCAP *Calendrier prévisionnel d'exécution*.

4.4. CALENDRIER DETAILLE D'EXECUTION

a) Le calendrier détaillé d'exécution est élaboré par le pilote après consultation des entrepreneurs titulaires des différents lots, dans le cadre du calendrier prévisionnel d'exécution visé au 4.3.

Le calendrier détaillé d'exécution distingue les différents ouvrages dont la construction fait l'objet des travaux. Il indique en outre, pour chacun des lots :

- la durée et la date probable de départ du délai d'exécution qui lui est propre ;
- la durée et la date probable de départ des délais particuliers correspondant aux interventions successives de l'entrepreneur sur le chantier ;
- les objectifs contractuels propres à chaque lot. Est défini comme "objectif contractuel" un délai particulier ou une date propre à un lot qui détermine l'intervention d'une autre entreprise chargée d'un autre lot et qui conditionne le respect par cette entreprise de son propre délai et de celui fixé pour l'ensemble des lots (chemin critique).

Après acceptation par les entrepreneurs, le calendrier détaillé d'exécution est soumis par le pilote à l'approbation du pouvoir adjudicateur et au maître d'œuvre dans un délai de **10 jours ouvrés** au moins avant l'expiration de la période de préparation, visée au 4.1 ci-avant.

b) Le délai d'exécution propre à chacun des lots commence à courir à partir de la date de notification des ordres de service de démarrage des prestations de chacun des marchés autres que le premier lot visé ci-dessus, sauf stipulation particulière lors de la notification de chacun de ces marchés.

c) Pour chacun des marchés autres que celui relatif au premier lot, le délai de quatre (4) mois prévu à l'article 50.2 du CCAG-Travaux et en dérogation à cet article, est majoré de l'intervalle de temps, résultant du calendrier détaillé d'exécution, qui sépare les dates probables de départ des délais d'exécution propres:

- du premier lot d'une part,
- du lot considéré d'autre part.

d) Au cours du chantier et avec l'accord des différents entrepreneurs concernés, le pilote peut modifier le calendrier détaillé d'exécution dans la limite du délai d'exécution de l'ensemble des lots fixé à l'article 3 de l'acte d'engagement.

e) Le calendrier initial visé en a), éventuellement modifié comme il est indiqué en d), est notifié par ordre de service à tous les entrepreneurs.

4.5 - SUIVI DES CALENDRIERS

Le suivi des calendriers et le constat d'avancement du chantier seront effectués par le maître d'œuvre systématiquement toutes les semaines et en permanence avec l'O.P.C.

Pour cela, l'entreprise remettra à une échéance fixe qui sera déterminée pendant la période de préparation de chantier, deux exemplaires de la feuille hebdomadaire sur laquelle il sera porté pour la semaine écoulée :

- les avances ou retards constatés,
- les motifs des retards,
- les prévisions de rattrapage,
- les journées d'intempéries.

En cas de retards de certaines tâches sur le chemin critique dus à l'entrepreneur et, décalant le délai global de livraison, le maître d'œuvre pourra à tout moment lui prescrire de définir dans le délai de 15 jours les moyens exceptionnels à mettre en œuvre pour rattraper le retard.

A défaut d'avoir satisfait à la demande du maître d'œuvre dans le délai susvisé, l'entreprise pourra lui notifier un calendrier de rattrapage.

Dans les deux cas, l'entrepreneur devra examiner en conséquence l'organisation de ses travaux.

Les conséquences de ce remaniement seront aux frais de l'entrepreneur.

Les difficultés qu'il pourra rencontrer pour effectuer ce remaniement ne pourront, en aucun cas, justifier une demande de prolongation des délais, ni l'autoriser à présenter une réclamation basée sur ce chef.

Toute modification du calendrier détaillé d'exécution fait l'objet d'un nouvel indice, notifié par ordre de service du titulaire. Il est précisé que lors de la mise au point de ce calendrier, le titulaire de chaque marché sera dans l'obligation d'accepter les contraintes techniques des délais imposés par les autres corps d'état.

4.6 - PROLONGATION DES DELAIS

En dehors des cas prévus aux articles 18.2.2 et 18.2.3 du CCAG-Travaux (prolongation par décision unilatérale du pouvoir adjudicateur), la prolongation du délai d'exécution ne peut résulter que d'une décision du maître d'ouvrage par voie d'ordre de service ou d'avenant.

Les prolongations de délais prévues par le CCAG-Travaux liées à des circonstances particulières (changement du

montant des travaux, rencontres de difficultés imprévues, ajournement, retard dans l'exécution préalable d'opérations préliminaires) sont régies par l'article 18.2.2 du CCAG-Travaux.

4.7. PENALITES

4.7.1. Généralités

Par dérogation à l'article 19 du CCAG-Travaux, toutes pénalités ou retenues sont encourues sur simple constatation par le maître d'œuvre du retard par rapport :

- aux délais d'exécution;
- aux dates d'exécution, notifiées par Ordre de Service et relatives à des tâches ponctuelles d'études ou de travaux;
- aux dates fixées pour le nettoyage et la remise en état du chantier;
- aux délais fixés pour la déclaration d'un sous-traitant ;
- aux dates et heures de rendez-vous de chantier ;
- aux dates fixées pour la remise des documents en fin de chantier.

Par dérogation à l'article 19.2.1 du CCAG-Travaux, Le titulaire est exonéré des pénalités dont le montant total ne dépasse **pas 10 000 euros** pour l'ensemble du marché.

Par dérogation à l'article 19.2.2 du CCAG-Travaux, le montant des pénalités n'est pas plafonné.

L'application des pénalités ne fait pas obstacle à l'application des mesures coercitives prévues à l'article 50 du CCAG-Travaux.

L'application des pénalités ou retenues sera effectuée par précompte sur les décomptes mensuels de l'entreprise. Elles ne seront pas assujetties à la TVA.

4.7.2 - Pénalités

Par dérogation à l'article 19 du CCAG-Travaux, en cas de retard sur les délais fixés par le calendrier, l'entreprise est passible, sans mise en demeure préalable, d'une pénalité calculée selon les modalités ci-après.

Les pénalités pour retard commencent à courir le lendemain du jour où le délai contractuel d'exécution des prestations est expiré.

Retard dans l'établissement, la présentation et la correction des documents de préparation et d'exécution des travaux	En cas de dépassement des délais fixés pour la remise des pièces ou documents prévus au présent marché, le titulaire encourt des pénalités dont le montant par jour calendaire de retard et par document est fixé à cent (100) euros par dérogation à l'article 19 du CCAG-TVX.
Retard dans l'exécution des travaux et dans la présentation d'échantillons, maquettes et prototypes	<p>En cas de retard dans l'exécution des travaux, qu'il s'agisse de l'ensemble du marché ou d'une phase pour laquelle un délai partiel ou une date limite a été fixé, il est appliqué une pénalité égale à trois cents (300) euros par jour calendaire de retard constaté par dérogation à l'article 19 du CCAG-TVX.</p> <p>Les pénalités sont encourues du fait de la simple constatation du retard par le maître d'œuvre ou le MOA à partir de la date d'intervention prévue dans le calendrier détaillé d'exécution des travaux pour tout ou partie d'ouvrage.</p>
Retard dans le repliement des installations de chantier et la remise en état des lieux	Par dérogation à l'article 19 du CCAG-TVX, en cas de retard dans le nettoyage des espaces, le titulaire subira une pénalité de cent (100) euros par jour calendaire de retard constaté sur le délai imposé par le maître d'œuvre pour remédier à cette défaillance.
Retard dans le nettoyage	Par dérogation à l'article 19 du CCAG-TVX, en cas de retard dans le nettoyage des espaces, le titulaire subira une pénalité de cent (100) euros par jour calendaire de retard constaté sur le délai imposé par le maître d'œuvre pour remédier à cette défaillance.
Respect des consignes de Sûreté – Sécurité – Hygiène - utilisation de travaux par point chaud sans autorisation	Tout manquement aux stipulations relatives à la sécurité, la sûreté et l'hygiène prévues au CCTP, au CCAG-TVX et, le cas échéant, au PGC et aux PPSPS, entraînera l'application d'une pénalité de deux cents (200) euros par manquement et/ou par jour de retard constaté par dérogation à l'article 19 du CCAG-TVX.
Retard et absence aux réunions de chantier	Chaque absence ou retard de plus d'une demi-heure aux réunions de chantier entraînera l'application d'une pénalité de cinquante (50) euros par absence ou retard constaté par dérogation à l'article 19 du CCAG-TVX.
Retard dans la production des contrats de sous-traitance	Par dérogation aux articles 3.6.1.5 et 19 du CCAG-TVX, en cas de retard dans la remise de ces documents, la pénalité suivante sera appliquée : cent (100) euros par jour de retard constaté.
Retard dans la levée des réserves à la réception	En cas de retard dans la levée des réserves relevant des articles 41.5 et 41.6 du CCAG-TVX, l'acheteur appliquera

	une pénalité de cent cinquante (150) euros par jour de retard constaté et par réserve non levée.
Gestion des déchets	Par dérogation aux articles 19 et 36.2 du CCAG-TVX, si le titulaire n'a pas procédé à l'évacuation journalière des déchets provenant des travaux, il sera fait application des dispositions de l'article 37.2 du CCAG-TVX et d'une pénalité de cinq cents (500) euros par jour de retard constaté à compter de la notification de la mise en demeure du titulaire jusqu'à l'évacuation effective des déchets et, à défaut, jusqu'à la prise en charge des déchets par un autre prestataire.
Stockage sur site	Par dérogation à l'article 19 CCAG-TVX, si le titulaire n'a pas procédé au stockage dans l'enceinte des emprises de chantier, il sera fait application des dispositions de l'article 37.2 du CCAG-TVX et d'une pénalité de cinq cents (500) euros par jour de retard constaté à compter de la notification de la mise en demeure du titulaire jusqu'à l'évacuation effective des déchets et, à défaut, jusqu'à la prise en charge des déchets par un autre prestataire.
Délais et retard dans la remise des documents fournis après exécution	En application de l'article 40 du CCAG-TVX et par dérogation à l'article 19 du CCAG-TVX, en cas de retard dans la remise des documents fournis après exécution, le titulaire encourt la pénalité de cinq cents (500) euros par jour de retard constaté.
Réfections pour imperfections techniques et malfaçons	En attente d'un accord entre le représentant de l'acheteur et le titulaire, les imperfections et malfaçons éventuelles pouvant relever de l'article 41.7 du CCAG-TVX feront l'objet d'une réfaction provisoire du montant hors T.V.A des travaux correspondants, tel qu'il résulte de la décomposition du prix global et forfaitaire du lot concerné.
Pénalités pour non-respect des remarques du CSPS	<p>Par dérogation à l'article 19 du CCAG-TVX, le non-respect ou le refus de mettre en conformité les travaux ou les matériaux avec les remarques du CSPS seront sanctionnés par une pénalité de deux cents (200) euros par jour calendaire de retard aux entrepreneurs contrevenants et sans préjudice de l'incidence de coût de l'exécution de ces dispositions par un tiers.</p> <p>Le titulaire s'engage à saisir sans délai le représentant de l'acheteur et le CSPS en cas de tout accident survenant à l'un de ses salariés employés sur le chantier. Tout manquement à cette obligation sera sanctionné par une pénalité de deux cent (200) euros par manquement constaté.</p>

Pénalités pour non-respect des consignes de sécurité et entraves aux cheminements d'évacuation d'urgence	<p>Par dérogation à l'article 19 du CCAG-TVX, le non-respect des règles de sécurité et/ou l'entrave aux cheminements d'évacuation d'urgence seront sanctionnés par une pénalité de deux cents (200) euros par jour calendaire de retard aux entrepreneurs contrevenants et sans préjudice de l'incidence de coût de l'exécution de ces dispositions par un tiers.</p> <p>Le titulaire s'engage à saisir sans délai le représentant de l'acheteur et le CSPS en cas de tout accident survenant à l'un de ses salariés employés sur le chantier. Tout manquement à cette obligation sera sanctionné par une pénalité de deux cent (200) euros par manquement constaté.</p>
Pénalités pour non-respect de la clause social	<p>En cas de non-respect des obligations relatives au nombre d'heures d'insertion imputable au titulaire, il pourra lui être appliqué une pénalité de mille (1000) euros par tranche de 10% de volume horaire en dessous des obligations définies par lot.</p> <p>En cas d'absence ou de refus de transmission des renseignements propres à permettre le contrôle de l'exécution de l'action, une pénalité égale à soixante-quinze (75) € pourra être appliquée au titulaire, par jour de retard à compter de la mise en demeure par le maître d'ouvrage.</p>
Pour tout manquement aux dispositions du présent marché et non cités ci-dessus	<p>L'acheteur se réserve la possibilité de déduire des sommes dues au titulaire vingt-cinq pourcent (25%) du montant de l'incidence financière liée à la réalisation de prestations en dehors des clauses d'exécution prévues par le présent marché.</p> <p>En cas de non-respect des dispositions du mémoire technique, l'acheteur appliquera au titulaire une pénalité de cent (100) euros par manquement constaté par dérogation à l'article 19 du CCAG-TVX.</p>

4.7.3. Retenues provisoires et pénalités définitives

Des retenues provisoires pourront être appliquées en cas de retard dans l'exécution des tâches critiques figurant au calendrier détaillé d'exécution visé à l'article 4.4 du présent CCAP ou de tâches devenues critiques, sur simple constatation par le maître d'œuvre.

Le montant H.T. de la retenue journalière provisoire sera de :

M

où : M = montant H.T. global du marché

3000

Cette constatation est consignée dans le procès-verbal de chantier.

Ces retenues sont transformées en pénalités définitives si l'une des deux conditions suivantes est remplie:

- ou l'entrepreneur n'a pas achevé les travaux lui incombant dans le délai d'exécution propre à son lot;
- ou l'entrepreneur - bien qu'ayant terminé ses travaux dans ce délai - a perturbé la marche du chantier ou provoqué des retards dans le déroulement des marchés relatifs aux autres lots.

ARTICLE 5 - CLAUSES DE FINANCEMENT ET DE SURETE – GARANTIES EXIGÉES DU TITULAIRE

5.1. RETENUE DE GARANTIE

La retenue de garantie a pour seul objet de couvrir les réserves formulées à la réception des prestations du marché et, le cas échéant, celles formulées pendant le délai de garantie lorsque les malfaçons n'étaient pas apparentes ou que leurs conséquences n'étaient pas identifiables au moment de la réception.

Le montant de cette retenue de garantie est fixé à 5% du montant du marché.

Les modalités de prélèvement de la retenue de garantie ainsi que son remboursement sont fixées aux articles R. 2191-34 et R. 2191-35 du code de la commande publique.

5.2. GARANTIE A PREMIERE DEMANDE

Le titulaire a la possibilité, pendant toute la durée du marché, de substituer à la retenue de garantie prévue à l'article 16.1 du présent CCAP, uniquement une garantie à première demande, l'EPMO n'acceptant pas la caution personnelle et solidaire.

Le fonctionnement de cette garantie de substitution est précisé aux articles R. 2191-36 à R. 2191-42 du code de la commande publique.

ARTICLE 6 - PROVENANCE - QUALITE - CONTROLE ET PRISE EN CHARGE DES MATERIAUX ET PRODUITS - ÉCHANTILLONS - PROPRIETE INDUSTRIELLE ET COMMERCIALE.

6.1. PROVENANCE DES MATERIAUX ET PRODUITS

Se référer à l'article 2.4.1.1 Provenance des matériaux et produits.

6.2 - CARACTERISTIQUES - QUALITES - VERIFICATIONS - ESSAIS ET EPREUVES DES MATERIAUX ET PRODUITS

6.2.1. Complément de contrôles

En complément des contrôles usuels et normalisés, l'entrepreneur procédera aux contrôles et vérifications définis ci-après, en cohérence avec les procédures du contrôle qualité prévu au présent C.C.A.P.

6.2.2. Compléments apportés par le C.C.T.P.

Les C.C.T.P. définissent les compléments à apporter aux dispositions du C.C.A.G. (notamment, les articles 23, 24 et 25) et du C.C.T.G. concernant les caractéristiques et les qualités des matériaux, produits et composants de construction à utiliser pour les travaux, ainsi que les modalités de leurs vérifications, essais et épreuves, tant qualitatives que quantitatives sur le chantier.

Les vérifications de qualité seront assurées par un Organisme notoirement connu, que l'entrepreneur proposera à l'agrément du maître d'œuvre.

En particulier, les matériaux et produits doivent être conformes aux prescriptions du règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique.

Les frais de ces vérifications sont à la charge de l'entrepreneur quels que soient leurs résultats.

6.2.3. Surveillance de la fabrication, dans les usines, les magasins ou carrières de l'entrepreneur

Les C.C.T.P. précisent les matériaux, produits et composants de construction devant faire l'objet de vérifications, ou de surveillance de la fabrication, dans les usines, les magasins ou carrières de l'entrepreneur ainsi que les modalités correspondantes.

Les vérifications et la surveillance seront assurées par un Organisme notoirement connu que l'entrepreneur proposera à l'agrément du maître d'œuvre. Les frais de ces vérifications et surveillances sont à la charge de l'entrepreneur.

6.2.4. Exécution des essais et des vérifications en sus de ceux définis au marché.

Par dérogation et, en complément à l'article 38 du CCAG-Travaux, le maître d'ouvrage ou le maître d'œuvre peuvent décider de faire exécuter des essais et des vérifications en sus de ceux définis au marché, soit en cours d'exécution, soit à la réception des travaux.

Si le résultat de ces essais et vérifications démontre une non-conformité de l'ouvrage, l'entrepreneur en supporte le coût. Dans le cas contraire, le maître d'ouvrage en assure les frais.

6.2.5. Exécution à ses frais des contrôles de la bonne exécution du Plan Qualité.

En complément des contrôles susvisés, le maître d'ouvrage se réserve le droit de faire exécuter aux frais du titulaire des contrôles de la bonne exécution du Plan Qualité. L'entrepreneur communiquera à ses frais, toutes les informations nécessaires à la bonne exécution de cette mission, telles que prévues au présent C.C.A.P.

6.3. Prestations comportant un délai important de fabrication ou de stockage en usine

Sous réserve de la production des documents justifiant qu'il est devenu propriétaire des matériels ou éléments de matériels pris en compte et qu'il les a effectivement payés, l'entrepreneur pourra faire figurer dans un projet de décompte :

- pour les éléments de matériels approvisionnés en usine, 30% de la valeur des fournitures des matériels correspondants;
- pour les matériels et éléments d'ouvrage dont la fabrication en usine est terminée, 40% de la valeur des fournitures correspondantes.

A l'appui de tout projet de décompte comportant des approvisionnements, l'entrepreneur ou le sous-traitant doit justifier qu'il a acquis et effectivement payé les matériaux concernés en toute propriété (copie des factures avec nom des fournisseurs, nature des approvisionnements, montants, date, mode de règlement).

Les matériaux ne peuvent être pris en compte que s'ils sont lotis de telle manière que leur destination ne fasse aucun doute et qu'ils puissent être facilement contrôlés.

Le montant pris en compte dans le projet de décompte sera établi sur la base du montant des factures correspondantes.

6.4. ÉCHANTILLONS, PROTOTYPES ET PIÈCES DE RECHANGE, BONS DE COMMANDE DES ENTREPRISES, PROPRIÉTÉ INDUSTRIELLE ET COMMERCIALE

6.4.1. Échantillons

Se référer aux articles 2.4.1.2 et 4.20.10 *Echantillons* du CCTP

6.4.2. Prototypes

Se référer aux articles 2.4.1.3 et 4.20.2 *Prototypes* du CCTP

6.4.3. Pièces de rechange

Se référer à l'article 2.4.1.4 *Pièces de rechange* du CCTP

6.4.4. Bons de commande des entreprises

Sur simple demande du maître d'œuvre, l'entrepreneur lui transmettra les bons de commande détaillés de fournitures entrant dans les ouvrages de son lot.

6.4.5 - Propriété industrielle et commerciale

En complément à l'article 9.1 du CCAG-Travaux, l'entrepreneur prendra en charge les éventuels frais et redevances pour l'utilisation des brevets, licences, dessins et modèles, marque de fabrique ou de commerce qu'il serait amené à utiliser même s'ils lui sont imposés dans son marché.

1) - Les plans, documents techniques, prototypes et échantillons remis par le maître d'ouvrage et par le maître d'œuvre au titulaire du marché sont et restent la propriété exclusive du maître d'ouvrage et doivent lui être restitués après exécution du marché.

2) - De convention expresse, l'ensemble des études, les projets, plans, devis, documents techniques divers, logiciels et résultats brevetables ou non résultant de l'exécution du marché sont la propriété pleine et entière du maître d'ouvrage qui peut les utiliser et les reproduire à toutes fins sans que le titulaire puisse prétendre à quelque indemnité que ce soit, les règlements effectués au titre de l'article 3.6 du présent C.C.A.P. couvrant tous les chefs de rémunération dont le titulaire du marché et / ou les inventeurs peuvent se prévaloir notamment les rémunérations et gratifications prévues par convention collective ou par des dispositions légales relatives aux droits de propriété intellectuelle.

3) - En conséquence, les études, plans, projets etc. ne peuvent être utilisés par le titulaire du marché pour son propre usage, ni être recopiés, reproduits ou communiqués à des tiers, sans l'autorisation préalable et écrite du maître d'ouvrage.

En cas de vol, disparition ou incident relatif à cette clause, le titulaire du marché en avisera immédiatement le maître d'ouvrage.

ARTICLE 7 - IMPLANTATION DES OUVRAGES

L'entrepreneur a la responsabilité des ouvrages à exécuter dans le cadre de son marché et prend en charge les frais correspondants à leur implantation.

Le maître d'œuvre fournira un système de repérages de base à partir duquel l'entrepreneur implantera ses ouvrages.

7.1. PIQUETAGE GENERAL ET IMPLANTATION

Le piquetage général sera à effectuer par le titulaire du [lot n°2](#).

A cette fin, le titulaire de ce lot devra concevoir et mettre en œuvre un système de repérage cohérent entre chaque niveau.

Le titulaire devra en outre s'assurer du maintien et de l'adaptation du piquetage pendant toute la durée du chantier.

7.2. PIQUETAGE SPECIAL DES OUVRAGES SOUTERRAINS OU ENTERRES

En complément de l'article 27.3.1 du CCAG-Travaux, il est précisé que le piquetage et le repérage des ouvrages souterrains ou enterrés, tels que galeries ou canalisations ou câbles situés au droit ou au voisinage des travaux à exécuter, est à effectuer par l'entreprise en charge du lot qui comporte les prestations de piquetage **lot 2**

7.3. REPERAGES ET CONFORMITE DES EXISTANTS

Le repère de base de nivellement sera fourni par le maître d'œuvre aux entreprises.

7.4. REPERES D'IMPLANTATION ET DE NIVELLEMENT

Par dérogation de l'article 38 du CCAG-Travaux, en cas de contestation entre deux ou plusieurs entrepreneurs sur les tracés de nivellement et implantation, un contrôle sera effectué à l'initiative du maître d'œuvre par un géomètre extérieur au chantier.

Les honoraires de ces interventions de contrôles seront à la charge des contestataires.

ARTICLE 8 - CONNAISSANCE DU SITE - PLAN EXECUTION - COORDINATION DE CHANTIER - CONTRAINTES DE SITE - RESPONSABILITE - SECRET PROFESSIONNEL

8.1. CONNAISSANCE DES LIEUX ET DE TOUS LES ELEMENTS AFFERENTS A L'EXECUTION DES TRAVAUX - VERIFICATION PREALABLE.

L'entrepreneur est réputé avoir avant la remise de son offre :

- 1) Pris pleine connaissance du plan de masse et de tous les plans et documents utiles à la réalisation des travaux, ainsi que des sites, des lieux et des terrains d'implantation des ouvrages et de tous éléments généraux et locaux en relation avec l'exécution des travaux.
- 2) Apprécié exactement toutes les conditions d'exécution des ouvrages et s'être parfaitement et totalement rendu compte de leur nature et de leur importance.
- 3) Procédé à une visite détaillée du terrain et des existants, et avoir pris parfaitement connaissance de toutes les conditions physiques et de toutes sujétions relatives aux lieux des travaux, aux accès, aux abords, à l'exécution des travaux à pied d'œuvre, ainsi qu'à l'organisation et au fonctionnement du chantier (moyens

de communication et de transport, stockage des matériaux, ressources en main-d'œuvre, énergie électrique, eau, installations de chantier, éloignement des décharges publiques ou privées, etc.)

- 4) Contrôlé toutes les indications des documents du dossier de consultation des entreprises (DCE), notamment celles données par les plans, les dessins d'exécution et le C.C.T.P., s'être assuré qu'elles sont exactes, suffisantes et concordantes, s'être entouré de tous renseignements complémentaires éventuels auprès du maître d'œuvre et avoir pris tous renseignements utiles auprès des services publics ou de caractère public (Service de la voirie, Services Municipaux, Service des Eaux, GRDF, gestionnaires de réseaux, concessionnaires diverses etc...).

La responsabilité de l'entrepreneur vis-à-vis du maître d'ouvrage reste entière, conformément aux engagements qu'il a souscrits ainsi qu'aux règles de l'art qu'il doit respecter dans tous les cas, sans prétendre à un supplément.

8.2. PLANS D'EXECUTION – SYNTHÈSE - NOTES DE CALCULS

Les plans d'exécution, notes de calcul, études de détail seront établis par l'entrepreneur. Ce dernier soumettra l'ensemble de ces documents au visa du maître d'œuvre et à l'avis du Contrôleur Technique [et le cas échéant à l'OPC](#) dans les conditions indiquées ci-après.

8.2.1. Généralités

Comme indiqué à l'article 29 du CCAG-Travaux, les plans d'exécution des ouvrages aux échelles précisées dans le C.C.T.P., les spécifications techniques détaillées, les notes de calcul et notes techniques et tous documents complémentaires à ceux du marché, nécessaires à la réalisation des ouvrages, seront dus et établis par les entreprises et soumis, après avis du contrôleur technique, à l'approbation du maître d'œuvre, avant toute exécution (VISA).

Ils devront être remis à la personne publique sous format « .pdf » pour ce qui concerne l'ensemble des documents écrits et sous format « autocad » pour les plans. L'ensemble de ces documents doit être identifiable, sécurisé et interopérable.

Chaque entrepreneur doit également la justification, soit par le calcul, soit par essais, de la tenue au feu de ses ouvrages lorsqu'une telle exigence est requise. Il fournira, en outre, les procès-verbaux, en cours de validité, de tous les matériaux utilisés lorsque leur tenue ou réaction au feu est exigée ou lorsqu'une conformité aux normes françaises (classement M) ou communautaires (Euroclasse, conformément à l'arrêté du 21 novembre 2002) est imposée.

Si l'entrepreneur détecte une erreur ou une contradiction entre les indications portées sur les plans de maîtrise d'œuvre et les renseignements pris sur le site, il doit le signaler immédiatement par écrit au maître d'œuvre qui prendra les dispositions qui s'imposent pour remédier à l'état de fait.

En application de l'article 29.1.5 du CCAG-Travaux, l'entrepreneur ne peut commencer l'exécution d'un ouvrage qu'après avoir reçu en temps utile le visa du maître d'œuvre et l'avis du contrôleur technique sur les documents nécessaires à leur exécution. Conformément à l'article 29.1.5 du CCAG-Travaux, **le délai de visa du maître d'œuvre est arrêté à 10 jours ouvrés à compter de la réception des documents.**

Dans le cas où il mettrait en œuvre ou en fabrication des prestations avant l'obtention de ces validations, il conservera la responsabilité des conséquences de tous ordres pouvant en découler : refus de l'ouvrage, dépose, démolition, réfection.

L'entrepreneur demeure exclusivement et entièrement responsable des erreurs ou omissions qui pourraient résulter de ses calculs, études et documents d'exécution. Il ne saurait, quel que soit l'état d'avancement des études et des travaux, y compris après leur achèvement, prétexter du visa et/ ou avis apposé sur ses documents par le maître d'œuvre et / ou les contrôleurs techniques, pour se soustraire à ses obligations contractuelles, ou pour en diminuer la portée.

Autres obligations de l'entrepreneur :

- signaler les divergences entre les cotes numériques et les dimensions sur les plans,
- solliciter de la part de la maîtrise d'œuvre, tous les renseignements qualitatifs ou quantitatifs qui n'apparaîtraient pas de façon suffisamment explicite sur les documents qui lui auront été remis,
- contrôler sur place les dimensions des ouvrages exécutés par d'autres entreprises, toutes autres caractéristiques pouvant affecter l'exécution de ses propres plans,
- respecter les graphes d'établissement et de circulation des plans et documents établis par l'O.P.C.

Les documents établis par l'entrepreneur ne peuvent en aucun cas modifier les dispositions du marché, sauf dérogation expresse qui serait alors notifiée par ordre de service au vu d'une décision préalable du pouvoir adjudicateur.

Si, à la suite de la transmission de plans d'exécution au visa du maître d'œuvre, ce dernier est conduit après contrôle à faire des observations et/ou des réserves nécessitant une reprise du ou des plans par l'entrepreneur, en aucune manière cette reprise ou mise à jour de plans ne doit remettre en cause le planning des études et ne doit engendrer une rémunération supplémentaire pour reprise d'étude.

L'article 2.3.3. du CCTP *Synthèse et études d'exécution Plans d'exécution, synthèse et notes de calculs - Etudes d'exécutions* apporte des précisions sur les délais afférents à ces éléments.

8.2.2. Élaboration des plans d'exécution

Chaque entrepreneur élabore les plans d'exécution et le cas échéant les plans d'atelier et de chantier de ses propres ouvrages.

L'entrepreneur a l'obligation de recueillir en temps utile le visa du maître d'œuvre et l'avis du contrôleur technique.

S'il commandait des fabrications ou réalisait des prestations sans ces validations, il le ferait à ses risques et périls.

Les plans d'exécution des entrepreneurs devront être élaborés en concordance avec les plans de synthèse, de telle sorte qu'ils puissent recevoir le visa du maître d'œuvre et l'avis du contrôleur technique aux échéances fixées par le calendrier d'exécution des études et travaux.

Les documents (pièces graphiques et pièces écrites) établis par l'entrepreneur porteront un cartouche conforme au modèle fourni.

Le titulaire opère un report à la cellule de synthèse selon les modalités stipulées à l'annexe 3 du CCAP. *Note sur l'organisation et le fonctionnement de la cellule de synthèse.*

8.2.3. Annexes aux plans d'exécution

Les plans d'exécution seront accompagnés autant que nécessaire :

- des notices explicatives et justificatives,
- des notices et caractéristiques des matériaux et matériels utilisés, notamment des P.V. d'essais,
- des méthodes d'essais éventuels,
- du mode d'exécution et phasage,
- de la nomenclature des composants,
- des avant-métrés, *détail du dimensionnement, cotation, altimétrie...*

8.2.4. Synthèse des plans

Les entrepreneurs se conformeront aux dispositions de l'annexe 3 *Note sur l'organisation et le fonctionnement de la cellule de synthèse* du présent C.C.A.P. portant sur l'organisation et le fonctionnement de la cellule de synthèse.

8.2.5. Notes de calculs

Les notes de calcul devront être claires et détaillées pour en permettre une parfaite compréhension. Seules les unités du système international seront utilisées. Les symboles et notations seront conformes aux normes de la classe NF X 02.

A défaut de règles fixées par le C.C.T.G ou de normes, toute formule utilisée devra être justifiée soit par des éléments de démonstration à partir des lois connues de la physique, soit par des références très précises aux publications ou auteurs cités. Le maître d'œuvre pourra exiger la fourniture des dites publications.

L'entrepreneur devra fournir :

- la description détaillée de la méthode de calcul et les caractéristiques du programme utilisé,
- [la liste des hypothèses de calculs](#)
- la liste des données,
- la liste des résultats,
- une note expliquant et commentant les résultats.

8.3 - PROTECTION DE LA MAIN D'ŒUVRE – INSERTION SOCIALE

8.3.1 – Protection de la main d'œuvre

Les obligations qui s'imposent au titulaire sont celles prévues par les lois et règlements relatifs à la protection de la main-d'œuvre et aux conditions de travail du pays, où cette main-d'œuvre est employée.

Il est également tenu au respect des dispositions des huit conventions fondamentales de l'Organisation internationale du travail, lorsque celles-ci ne sont pas intégrées dans les lois et règlements du pays où cette main-d'œuvre est employée.

Il doit être en mesure d'en justifier, en cours d'exécution du marché et pendant la période de garantie des prestations, sur simple demande du représentant du pouvoir adjudicateur.

En cas d'évolution de la législation sur la protection de la main-d'œuvre et des conditions de travail en cours d'exécution du marché, les modifications éventuelles demandées par le représentant du pouvoir adjudicateur, afin de se conformer aux règles nouvelles, donnent lieu à la signature, par les parties au marché, d'un avenant.

Le titulaire peut demander au représentant du pouvoir adjudicateur, du fait des conditions particulières d'exécution du marché, de transmettre, avec son avis, les demandes de dérogations prévues par les lois et règlements mentionnés ci-dessus.

Le titulaire avise ses sous-traitants de ce que les obligations énoncées au présent article leur sont applicables. Il reste responsable du respect de celles-ci pendant toute la durée du marché.

Concernant les mesures de sécurité et de protection de la santé des travailleurs sur les chantiers, les obligations qui s'imposent au titulaire sont celles figurant à l'article 6 du CCAG-Travaux complétées par les dispositions suivantes, sans préjudice de celles résultant des articles L. 4532-2 et suivants du code du travail.

Le titulaire doit prendre sur ses chantiers toutes les mesures d'ordre et de sécurité propres à éviter des accidents, tant à l'égard du personnel qu'à l'égard des tiers. Il est tenu d'observer tous les règlements et consignes de l'autorité compétente (CSPS, inspection du travail, CARSAT etc.).

Le titulaire est réputé s'être informé auprès des services de l'Inspection du travail dont dépend le chantier, des modalités d'application des textes concernant la protection de la main d'œuvre et les conditions de travail et maintiendra avec ces services des relations permanentes pour s'enquérir de l'évolution de ces modalités.

Le titulaire assure notamment la signalisation de son chantier. Il assure également, en tant que de besoin, la clôture de ses chantiers.

En cas d'inobservation par le titulaire et/ou ses sous-traitants des prescriptions ci-dessus et sans préjudice des pouvoirs des autorités compétentes, le maître d'œuvre peut prendre aux frais du titulaire les mesures nécessaires après mise en demeure restée sans effet.

En cas d'urgence ou de danger, ces mesures peuvent être prises sans mise en demeure préalable.

L'intervention des autorités compétentes, du maître d'ouvrage ou du maître d'œuvre ne dégage pas la responsabilité du titulaire.

Les travailleurs étrangers doivent être munis du titre les autorisant à exercer une activité salariée en France, lorsque la possession de ce titre est exigée en vertu, soit de dispositions législatives ou réglementaires, soit de traités ou accords internationaux.

8.3.2 – Insertion sociale

Pour promouvoir l'emploi et combattre l'exclusion, l'EPMO a décidé de faire application des dispositions de l'article L.2112-2 du Code de la commande publique en incluant dans le présent marché une clause d'insertion par l'activité économique constitutive d'une condition d'exécution pour le présent lot.

Le titulaire doit réaliser une action d'insertion qui permette l'accès ou le retour à l'emploi de personnes rencontrant des difficultés sociales ou professionnelles particulières.

Engagement du titulaire

Le titulaire s'engage à réaliser, sur la durée d'exécution du marché : un minimum de 250 heures d'insertion pour le lot 4.

Dès l'attribution du marché, le titulaire pourra consulter notre référent de la clause sociale (ci-après désigné « le référent ») représenté par le groupement d'entreprises SOLVHA et YLC CONSEIL (ci-après désigné SOLVHA – YLC CONSEIL) pour tout conseil et recommandation relatif à ces heures d'insertion.

Si la formation fait partie du contrat de travail (contrat de professionnalisation, contrat d'apprentissage, etc.), les heures de formation sont comptabilisées au titre des heures d'insertion. Toute action visant à permettre l'accueil de public jeune sera également comptabilisée.

Si, dans un même bassin d'emploi, le titulaire est attributaire d'un ou plusieurs autres marchés comportant une clause sociale d'insertion, le titulaire peut solliciter auprès de l'EPMO la globalisation des heures d'insertion, afin de favoriser le parcours d'insertion des personnes éloignées de l'emploi.

À l'issue du marché, un bilan de l'engagement d'insertion est réalisé avec le référent à partir des données transmises du titulaire et validé par le référent, afin de rendre compte de l'évolution des personnes en insertion concernées et adapter si nécessaire les modalités de l'obligation d'insertion prévues au présent marché.

Les publics visés :

Les demandeurs d'emploi de longue durée (plus de 12 mois d'inscription au chômage)

Les demandeurs d'emploi de plus de 50 ans

Les allocataires du RSA (Revenu de Solidarité Active) ou leurs ayants droit

Les allocataires de l'AAH (Allocation Adulte Handicapé), de l'ASS (Allocation de Solidarité Spécifique), de l'AV (Allocation Veuvage)

Les personnes percevant une pension d'invalidité

Les publics reconnus travailleurs handicapés, au sens de l'article L 5212-13 du Code du travail, fixant la liste des bénéficiaires de l'obligation d'emploi

Les jeunes de moins de 26 ans, de niveau infra 5, c'est-à-dire de niveau inférieur au CAP/BEP, et sortis du système scolaire depuis au moins 6 mois, les jeunes en suivi renforcé de type PACEA, SMA, SMV, en sortie de dispositif Garantie Jeunes ou sous contrat EPIDE, dans un parcours de l'Ecole de la Deuxième Chance (E2C)

Les personnes prises en charge dans le dispositif IAE (Insertion par l'Activité Économique), c'est-à-dire les personnes mises à disposition par une Association Intermédiaire (AI) ou par une Entreprise de Travail Temporaire d'Insertion (ETTI), ainsi que des salariés d'une Entreprise d'Insertion (EI), d'un Atelier et Chantier d'Insertion (ACI), ou encore des Régies de quartier agréées, ainsi que les personnes prises en charge dans des dispositifs particuliers, par exemple « Défense 2ème chance »

Les personnes employées dans les GEIQ (Groupements d'Employeurs pour l'Insertion et la Qualification) et dans les associations poursuivant le même objet

Les personnes placées sous mains de justice employées en régie, dans le cadre du service de l'emploi pénitentiaire / régie des établissements pénitentiaires (SEP / RIEP) ou affectées à un emploi auprès d'un concessionnaire de l'administration pénitentiaire

Les personnes ayant le statut de réfugié ou bénéficiaires de la protection subsidiaire

Les personnes résidentes en QPV et éloignées de l'emploi

En outre, d'autres personnes rencontrant des difficultés particulières peuvent, sur avis motivé par notre référent de la clause sociale SOLVHA - YLC CONSEIL, être considérées comme relevant des publics les plus éloignés de l'emploi.

Les bénéficiaires de l'action d'insertion devront impérativement relever de ces catégories.

Les coordonnées de notre référent SOLVHA-YLC CONSEIL sont :

1er interlocuteur :

Clothilde Richard

clothilde.richard@meotec.com

2ème interlocuteur :

Yann LE COZ

yannlecoz@ylc-conseil.fr

Tous les publics décrits ci-dessus sont éligibles quelle que soit la structure qui porte leur contrat de travail, cependant l'éligibilité des publics doit être établie préalablement à leur mise à l'emploi.

Les modalités de mise en œuvre des actions d'insertion

L'attributaire s'engage à réaliser une action d'insertion, au minimum à hauteur des objectifs horaires d'insertion fixés à l'article a) ci-avant . L'ensemble des actions mises en œuvre doivent s'inscrire entre la date de notification du présent marché et la livraison de la prestation.

L'attributaire désignera un responsable qui sera l'interlocuteur privilégié de notre référent de la clause sociale SOLVHA - YLC CONSEIL pour mettre en œuvre les actions d'insertion.

Cet objectif peut être réalisé en utilisant une ou plusieurs des modalités définies ci-après ;

1ère modalité : l'embauche directe par le titulaire

Le titulaire peut recruter notamment en contrat à durée indéterminée [CDI], en contrat à durée déterminée [CDD] ou par le biais de contrats en alternance (contrat de professionnalisation ou contrat d'apprentissage) des publics définis préalablement.

Les heures travaillées des personnes embauchées en CDI par l'entreprise attributaire, pourront être comptabilisées pour l'exécution de la clause sociale d'insertion, pendant toute la durée restante du marché pour une période maximale de 2 ans (période entre la date d'embauche en CDI et la fin du marché).

Un tuteur sera nommé pour faciliter l'intégration des personnes en insertion au sein de l'entreprise attributaire et pour assurer leur suivi en liaison avec Emmaüs Solidarités.

2ème modalité : la mise à disposition de salariés

Le titulaire peut faire appel à un organisme extérieur qui met à sa disposition des salariés en insertion pendant la durée du marché. Il peut s'agir d'une Entreprise de travail temporaire d'insertion, d'une Association intermédiaire ou d'un Groupement d'employeurs pour l'insertion et la qualification.

3ème modalité : le recours à la sous-traitance ou à la cotraitance

Le titulaire peut sous-traiter ou cotraiter des prestations en lien avec l'objet du marché à une Entreprise d'insertion, un Atelier et Chantier d'insertion ou une Entreprise adaptée.

Pour chaque modalité de mise en œuvre, le titulaire peut se rapprocher de notre référent SOLVHA-YLC CONSEIL pour tout conseil en lien avec la clause sociale.

Le dispositif d'accompagnement pour la mise en œuvre des clauses d'insertion sociale

Afin de faciliter la mise en œuvre de la démarche d'insertion, le pouvoir adjudicateur a mis en place une procédure spécifique d'accompagnement coordonnée par notre référent SOLVHA-YLC CONSEIL.

Dans ce cadre, SOLVHA – YLC CONSEIL a pour mission :

Informé le titulaire des modalités de mise en œuvre de la clause sociale ;

Accompagner le titulaire dans la recherche de candidats éligibles à la clause sociale;

Informé et orienter le titulaire en direction des structures d'insertion par l'activité économique (SIAE) du territoire parisien concerné par la spécificité du marché et/ou celles du secteur du handicap (EA, ESAT, TIH) ;

Suivre la bonne exécution de la clause d'insertion.

Le contrôle de l'action d'insertion sociale

A la demande du pouvoir adjudicateur, le titulaire fournit, à date fixe selon une cadence semestrielle, tous les renseignements qui permettent le contrôle de l'exécution et l'évaluation des actions réalisées au cours du mois conformément à la liste qui lui a été fournie.

Le référent est associé à la réunion préparatoire du dispositif pour échanger avec le titulaire sur la mise en œuvre des heures d'insertion à réaliser.

Il est procédé au contrôle de l'exécution de l'action d'insertion pour laquelle le titulaire s'est engagé. À cet effet, il produit tous les renseignements relatifs à la mise en œuvre de l'action (contrat de travail, date d'embauche, nombre d'heures réalisées, type de contrat, poste occupé, encadrant technique, factures des structures d'insertion...).

L'absence ou le refus de transmission de ces renseignements entraîne l'application de pénalités précisées à l'article 4.7.2 du présent CCAP.

En tout état de cause, le titulaire doit informer l'EPMO par courrier recommandé avec accusé de réception, qu'il rencontre des difficultés pour assurer son engagement d'heures d'insertion afin d'étudier avec lui les moyens à mettre en œuvre pour atteindre ses engagements.

À l'issue de l'exécution du marché, il est procédé, de façon contradictoire, au bilan de l'exécution de l'action d'insertion. Le titulaire pourra à cette occasion présenter à l'EPMO les éventuelles possibilités d'embauches ultérieures des personnes en parcours d'insertion formées durant le dispositif.

8.4. ORGANISATION - HYGIENE ET SECURITE DES CHANTIERS

Se référer à l'article 2.5 du CCTP *Organisation du chantier* et à l'article 2.6 du CCTP *Hygiène, sureté et sécurité*.

8.5. DEMARCHES ET AUTORISATIONS ADMINISTRATIVES

Le maître de l'ouvrage fait son affaire de l'obtention et de la délivrance à l'entrepreneur des permis de construire et/ou de l'ensemble des autorisations préalables de travaux nécessaires à la réalisation des ouvrages faisant l'objet des marchés.

Le maître d'ouvrage assure le dépôt des dossiers relatifs aux autorisation d'occupation temporaire en surface ou en tréfonds du domaine public ou privé, aux permissions de voirie, aux autorisations de mise à disposition des emplacements nécessaires aux installations de chantier, aux dépôts et convoiement des déblais, à l'utilisation d'engins de chantier, les démarches auprès des concessionnaires, administrations et collectivités publiques concernées, ainsi que l'obtention de ces autorisations.

Le maître de l'ouvrage doit être tenu régulièrement informé du dépôt et des différentes phases d'instruction de chacune de ces demandes d'autorisation, de manière à assister l'entrepreneur autant que de besoin.

8.6. RENDEZ-VOUS DE CHANTIER - REUNIONS DE COORDINATION

L'entrepreneur est tenu d'assister aux rendez-vous de chantier provoqués par le maître d'œuvre et à toutes les réunions de coordination portant sur des points spécifiques et, pouvant être organisée par le maître d'ouvrage ou ses AMO, ou d'y déléguer un représentant ayant le pouvoir pour engager l'entreprise et donner sur le champ des ordres nécessaires aux personnels de l'entreprise sur le chantier.

Les rendez-vous de chantier ont lieu au moins une fois par semaine, aux jours et heures fixés par le maître d'œuvre. **Une réunion de chantier pilotée par la MOE ACMH est tenue ainsi qu'une réunion de chantier pilotée par la MOE EPMO. Les lots qui interviennent sur l'ensemble des zones sont tenus d'assister à la réunion de chantier menée sur les espaces parvis-marquise par la maîtrise d'œuvre ACMH et à la réunion de chantier menée sur les espaces intérieurs tenue par la maîtrise d'œuvre EPMO : il s'agit des lots 1,13.**

Des rendez-vous extraordinaires peuvent être fixés par le maître de l'ouvrage ou le maître d'œuvre.

La fréquence des rendez-vous de coordination est mensuelle, elle se tiendra en présence de la maîtrise d'ouvrage, des maîtrises d'œuvre et de l'ensemble des entreprises de travaux.

La présence de l'entrepreneur aux rendez-vous de chantier et aux réunions de coordination étant indispensable, son absence ou son remplacement par des personnes insuffisamment qualifiées à quelque titre que ce soit, entraîne sa responsabilité et mention du fait est portée sur le cahier de chantier visé ci-après, et ce, sans préjudice des pénalités citées à l'article 4.7 du présent document.

La liste des personnes devant représenter les différentes entreprises sera soumise, pendant la période de préparation, au maître d'œuvre pour agrément.

L'entrepreneur est responsable dans le cas d'inexécution des dispositions du présent article et des dommages en résultant.

Les frais de reproduction et la diffusion de comptes rendus des réunions précitées, au maître d'ouvrage, au maître d'œuvre, au bureau de contrôle, aux services et sociétés concessionnaires (le cas échéant) et aux entreprises, sont fixés à l'article 3.3.6 du CCAP portant sur la gestion du compte des dépenses communes.

8.7. PRISE EN CHARGE DU SITE, RECEPTION DES SUPPORTS

Chacun des entrepreneurs devant intervenir dans un secteur déterminé du chantier devra faire préalablement à son intervention et en temps utile en présence du maître d'œuvre un état des lieux contradictoire. Cet état des lieux est fait à l'initiative de l'entrepreneur.

L'absence de l'entrepreneur implique que celui-ci a procédé à la prise en charge du site sans aucune réserve.

Toutes réclamations ultérieures autres que celles liées à des vices cachés, ne sont plus recevables.

8.8. PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT ET CONTRE LES NUISANCES

8.8.1 – Protection contre les nuisances

Dans le cas où les travaux nécessitent l'emploi de moteurs ou d'appareils mécaniques, l'entrepreneur devra prendre à ses frais, risques et périls, toutes les mesures nécessaires en vue d'éviter tout danger d'incendie ou d'explosion. Le fonctionnement de ces moteurs ou appareils sera réalisé de manière à réduire au minimum la gêne imposée aux usagers et aux riverains.

Les engins de chantier équipés d'un moteur à explosion ou à combustion interne, les groupes moto compresseurs, les brise-béton et marteaux piqueurs, les groupes convertisseurs de soudage, les groupes électrogènes de puissance, devront être conformes à un type homologué tel que défini notamment dans les arrêtés ministériels du 15 janvier, 29 janvier, 17 avril, 30 avril, 7 juin, 12 juin, 2 août, 28 septembre, 15 octobre, 12 novembre 2011 et 28 mars 2002 concernant les niveaux sonores aériens émis par les engins de chantier.

Le maître d'œuvre pourra prescrire à l'entrepreneur, soit le remplacement ou la modification des moteurs et appareils dont le fonctionnement se sera révélé trop bruyant, soit un horaire spécial pour l'emploi de ces moteurs ou appareils aux frais de l'entrepreneur.

8.8.2 – Protection de l'environnement

Le titulaire doit se conformer à l'article 2.7. du CCTP *Qualité environnementale* et son annexe A4.*Charte chantier faibles nuisances*.

8.9. DEGRADATIONS CAUSEES AUX VOIES PUBLIQUES

En dérogation à l'article 34-1 du CCAG-Travaux, les contributions ou réparations dues pour des dégradations causées aux voies publiques et à celles de l'Etablissement du Musée d'Orsay seront à la charge de l'entrepreneur responsable.

8.10 RESPONSABILITE DES OUVRAGES

L'entrepreneur est responsable de ses ouvrages jusqu'à la réception, même s'ils sont utilisés provisoirement pendant le chantier.

Dans tous les cas, la remise en état doit se faire de façon à ne pas retarder la bonne marche des travaux quelle que soit l'action exercée par ailleurs auprès des compagnies d'assurances, entreprises, etc.

8.11 - SECRET PROFESSIONNEL – OBLIGATIONS DE CONFIDENTIALITE

8.11.1. Confidentialités - généralités

Conformément à l'article 5.1 du CCAG-Travaux, le titulaire et ses collaborateurs sont tenus au secret professionnel pour tout ce qui a trait aux renseignements et documents au cours de leur mission.

Le titulaire et le pouvoir adjudicateur qui, à l'occasion de l'exécution du marché, ont connaissance d'informations ou reçoivent communication de documents ou d'éléments de toute nature, signalés comme présentant un caractère confidentiel et relatifs notamment aux moyens à mettre en œuvre pour son exécution, au fonctionnement des services du titulaire ou du pouvoir adjudicateur, sont tenus de prendre toutes mesures nécessaires, afin d'éviter que ces informations, documents ou éléments ne soient divulgués à un tiers qui n'a pas à en connaître. Une partie ne peut demander la confidentialité d'informations, de documents ou d'éléments qu'elle a elle-même rendus publics.

Le titulaire doit informer ses sous-traitants des obligations de confidentialité et des mesures de sécurité qui s'imposent à lui pour l'exécution du marché. Il doit s'assurer du respect de ces obligations par ses sous-traitants.

Ne sont pas couverts par cette obligation de confidentialité les informations, documents ou éléments déjà accessibles au public, au moment où ils sont portés à la connaissance des parties au marché.

8.11.2. Protection des données à caractère personnel

Chaque partie au marché est tenue au respect des règles relatives à la protection des données nominatives auxquelles elle a accès pour les besoins de l'exécution du marché.

En cas d'évolution de la législation sur la protection des données nominatives en cours d'exécution du marché, les modifications éventuelles demandées par le pouvoir adjudicateur afin de se conformer aux règles nouvelles donnent lieu à la signature d'un avenant par les parties au marché.

Pour assurer cette protection, il incombe au pouvoir adjudicateur d'effectuer les déclarations et d'obtenir les autorisations administratives nécessaires à l'exécution des prestations prévues par les documents particuliers du marché.

Le titulaire avise ses sous-traitants de ce que les obligations énoncées au présent article leur sont applicables et reste responsable du respect de celles-ci.

ARTICLE 9 - CONTROLE - RECEPTION DES TRAVAUX - REMISE DE L'OUVRAGE - GARANTIES - ASSURANCES

9.1. CONTROLES

Le titulaire doit se référer à l'article 2.4. du CCTP *Contrôles*

9.2. RECEPTION DES OUVRAGES

Les opérations relatives à la réception des ouvrages sont conformes aux articles 41 à 43 du CCAG-Travaux, hormis les dérogations expressément mentionnées dans le présent CCAP.

La réception ne peut être prononcée qu'à condition que l'exécution des travaux et épreuves définis dans les cahiers des charges techniques soit concluante.

9.2.1. Opérations préalables à la réception

Ces opérations comportent :

- la reconnaissance des ouvrages exécutés ;
- les épreuves prévues dans le présent marché ou dans les cahiers des charges ainsi que celles éventuellement demandées par le contrôleur technique ;
- la constatation éventuelle de l'inexécution des prestations prévues au marché ;
- la vérification de conformité des conditions de pose des équipements aux spécifications des fournisseurs conditionnant leur garantie ;
- la constatation éventuelle d'imperfections ou malfaçons ;
- la constatation du repliement des installations de chantier et de la remise en état des terrains et des lieux ;
- les constatations relatives à l'achèvement des travaux.

Ces opérations font l'objet d'un procès-verbal dressé sur-le-champ par le maître d'œuvre et signé par lui et par l'entrepreneur ; si ce dernier refuse de signer, il en est fait mention.

Par dérogation à l'art. 41.2 du CCAG-Travaux, dans le délai de 15 jours suivant la date d'établissement du procès-verbal et par tous moyens, le maître d'œuvre fait connaître à l'Entrepreneur s'il propose ou non de prononcer la réception des ouvrages au maître d'ouvrage et, dans l'affirmative, la date d'achèvement des travaux ainsi que les réserves dont elle a éventuellement proposé d'assortir la réception.

Dans le cas où le maître d'œuvre ne respecte pas le délai mentionné à l'alinéa précédent, le titulaire peut transmettre un exemplaire du procès-verbal au représentant du pouvoir adjudicateur, afin de lui permettre de prononcer la réception des travaux, le cas échéant.

9.2.2. La réception des ouvrages

Les opérations préalables à la réception sont matérialisées par un procès-verbal de réception signé par le Maître d'œuvre et l'Entrepreneur.

L'entrepreneur et le Maître d'œuvre, en présence du maître d'ouvrage, du contrôleur technique du coordonnateur SSI et de l'OPC, le cas échéant, constatent l'état des travaux effectués et consignent sur le procès-verbal des opérations préalables à la réception, les réserves éventuelles et le délai accordé pour les lever.

L'entrepreneur s'engage à remédier aux imperfections ou malfaçons constatées dans les délais prescrits par la décision de réception des ouvrages par le maître d'ouvrage et notifiée par le maître d'œuvre à l'entreprise.

Conformément à l'article 41.6 du CCAG-Travaux, l'entreprise dispose d'un délai maximum de trois mois avant la fin de la durée de la garantie de parfait achèvement pour remédier aux malfaçons sauf délais spécifiques stipulés par le maître d'ouvrage.

Conformément à l'article 41.4 du CCAG-Travaux, dans le cas de réserves apportées sur les ouvrages nécessitant la mise en œuvre d'essais et tests, la réception ne sera prononcée qu'au vu de l'exécution concluante des tests et essais.

Si l'Entrepreneur ne respecte pas les délais prescrits, il sera passible d'une réfaction sur la retenue de garantie.

La levée des réserves n'est prononcée que lorsque l'Entrepreneur a remédié à toutes les malfaçons ou imperfections ainsi qu'à l'ensemble des prestations et travaux dus et non réalisés au moment des OPR.

La date d'effet de réception des travaux, avec ou sans réserve (hormis le cas défini au 41.4 du CCAG-Travaux) est prononcée par le maître d'ouvrage et constitue la date de départ de la garantie de parfait achèvement, des garanties de bon fonctionnement et décennale.

La réception est prononcée par le maître d'ouvrage par décision. Par dérogation à l'article 41-3 du CCAG-Travaux, le maître d'ouvrage dispose d'un délai de 60 jours pour notifier sa décision de réception, avec, sans, sous réserve ou un refus de réception, à compter de la date de réception par le maître d'ouvrage de la proposition de réception émise par le maître d'œuvre.

La réception a lieu à l'achèvement de l'ensemble des travaux de l'opération.

Postérieurement à cet avis, la procédure de réception se déroule simultanément pour tous les lots concernés et, par dérogation à l'article 41.1 du CCAG-Travaux, un délai de 30 jours accordé au maître d'œuvre pour procéder aux opérations préalables à la réception.

9.2.3. Levée des réserves

Le délai fixé par le maître d'ouvrage à l'entrepreneur pour remédier aux imperfections ou malfaçons ou de prestations et travaux prévues mais non réalisés faisant l'objet de réserves assorties à la réception et / ou constatés pendant le délai de garantie de parfait achèvement est notifié à l'entreprise par le maître d'ouvrage, lorsqu'il s'agit de réserves et par le maître d'œuvre, lorsqu'il s'agit de dommages en cours de garantie de parfait achèvement.

Si l'entrepreneur n'a pas levé les réserves dans les délais fixés par le maître d'ouvrage, ce dernier peut décider de les faire exécuter aux frais et risques du titulaire après mise en demeure restée infructueuse.

Dans le cas où certains ouvrages ou parties d'ouvrages ne sont pas entièrement conformes aux spécifications du marché sans que les imperfections constatées soient de nature à porter atteinte à la sécurité, au comportement ou à l'utilisation des ouvrages, le maître de l'ouvrage peut, eu égard à la faible importance des imperfections et aux difficultés que présenterait la mise en conformité, renoncer à ordonner la réfection des ouvrages estimés défectueux et proposer au titulaire une réfaction sur les prix.

9.3. Réception partielles et prise de possession anticipée de certains ouvrages ou parties d'ouvrages

Conformément à l'article 42 du CCAG-Travaux, une réception partielle peut être prononcée pour les ouvrages dont la réalisation fait l'objet d'un découpage en tranches ou en plusieurs parties d'ouvrages.

La prise de possession par le maître d'ouvrage, avant l'achèvement de l'ensemble des travaux, de certains ouvrages ou parties d'ouvrages, doit être précédée d'une réception partielle dont les conditions sont fixées par la personne publique et notifiée par ordre de service du maître d'œuvre à l'entreprise.

Pour les tranches de travaux, ouvrages ou parties d'ouvrages ayant donné lieu à une réception partielle, les délais de garantie courent à compter de la date d'effet de cette réception partielle.

Dans tous les cas, le décompte général est unique pour l'ensemble des travaux, la notification de la dernière décision de réception partielle faisant courir le délai prévu de 30 jours imparti au titulaire pour établir son projet de décompte final.

En cas de retard dans la finition du chantier, en cas de force majeure ou du fait de besoins spécifiques du pouvoir adjudicateur, le Maître d'ouvrage peut "prendre possession anticipée" des ouvrages et utiliser ces ouvrages sans que cette action ne se substitue à la réception ; il est alors procédé à un état des lieux contradictoire conformément à l'article 41-8 du CCAG-Travaux.

Si cette "Livraison" intervenait pour un retard du chantier, l'Entrepreneur devrait prendre toutes mesures à ses frais et dépens afin d'éviter toute nuisance et dommage au Maître d'Ouvrage.

Le constat d'état des lieux contradictoire, dans le cadre d'une prise de possession anticipée des ouvrages ne vaut pas réception partielle des ouvrages.

9.4. DOCUMENTS FOURNIS APRES EXECUTION

Conformément à l'article 40 du CCAG-Travaux, l'entreprise remettra au maître d'œuvre en **deux** exemplaires :

- au plus tard lorsque le titulaire demande la réception des travaux, l'ensemble des dossiers des ouvrages exécutés (DOE) **tels que décrits au CCTP** ;
- au plus tard lorsque le titulaire demande la réception des travaux, les documents permettant l'établissement du dossier d'intervention ultérieure sur les ouvrages (DIUO) **tels que décrits au CCTP** par le CSPS.

Par ailleurs, lors des OPR, le maître d'œuvre remettra au maître d'ouvrage le registre de chantier établi et complété par le maître d'œuvre tout au long de l'opération et signé par le titulaire de chacun des marchés.

La liste des documents à remettre au titre du DOE est précisée dans le CCTP de chaque lot.

En cas d'erreurs constatées lors de l'analyse des données transmises par le titulaire au maître d'œuvre, celles-ci seront communiquées au titulaire. Ce dernier devra rectifier les données initiales et les transmettre au maître d'œuvre dans un délai de quinze (15) jours à compter de la date de notification de la communication des erreurs.

Passés l'ensemble de ces délais, le titulaire est pénalisé conformément à l'article 4.7 du présent marché.

9.5. FORMATION ET MISE AU COURANT DU PERSONNEL EXPLOITANT

Les entrepreneurs titulaires des lots techniques et d'équipements spéciaux auront l'obligation d'instruire et de former, pour la mise en exploitation, le personnel technique et de service qui sera mis à leur disposition à cet effet par l'exploitant futur. **L'information du personnel d'exploitation du Maître d'Ouvrage est intégralement à la charge du titulaire.**

Les modalités de cette obligation seront définies en temps voulu en accord avec le maître d'œuvre, le maître d'ouvrage et l'OPC. Elle peut intervenir durant le délai global d'exécution et / ou pendant la période de garantie.

9.6 . DELAIS DE GARANTIE

Les périodes de garantie prévues à l'article 44 du C.C.A.G - Travaux ont pour point de départ le jour de la date d'effet de la réception des ouvrages prise par le maître d'ouvrage ou à défaut, fixée sur le procès-verbal de réception établi par le maître d'œuvre lors des OPR.

Les périodes de garantie des ouvrages ou parties d'ouvrages qui font l'objet d'une réception partielle, courent jusqu'au terme des délais de garantie de l'ensemble des travaux.

Elles courent depuis cette date, pendant :

1/ DIX ANS : durée de la présomption de responsabilité qui pèse sur les constructeurs de l'ouvrage pour les dommages :

- qui portent atteintes à la solidité de l'ouvrage
- qui affectent l'un des éléments constitutifs et rendent l'ouvrage impropre à sa destination
- qui affectent la solidité des éléments d'équipements d'un bâtiment, que ces éléments font indissociablement corps avec les ouvrages de viabilité, de fondation, d'ossature, de clos ou de couvert.

2/ DEUX ANS : au titre de la garantie de bon fonctionnement.

Cette garantie porte sur les éléments d'équipement dissociables, abandonnant ainsi la distinction entre gros et menus ouvrages. Cette garantie institue une présomption de responsabilité pesant sur les constructeurs en cas de mauvais fonctionnement d'un élément d'équipement qui peut être démonté, déclipé, désagrafé, dévissé etc. sans porter atteinte aux ouvrages d'ossature, clos, couvert, fondations et autres ouvrages de viabilité.

Pour les ouvrages ayant fait l'objet d'une réception partielle, le délai de garantie de bon fonctionnement peut être prolongé dans les conditions de l'article 44.2 du CCAG-Travaux.

3/ UN AN : au titre de la garantie de parfait achèvement à laquelle tous les entrepreneurs sont tenus et qui s'entend à la réparation de tous les désordres signalés par le maître de l'ouvrage, soit au moyen des réserves mentionnées au procès-verbal de réception, soit par voie de notification écrite pour ceux révélés postérieurement à la réception.

En outre, l'entrepreneur est tenu de procéder, le cas échéant, aux travaux confortatifs ou modificatifs, dont la nécessité serait apparue à l'issue des épreuves effectuées conformément aux stipulations prévues par les documents particuliers du marché.

Pour les ouvrages ayant fait l'objet d'une réception partielle, le délai de garantie de parfait achèvement peut être prolongé dans les conditions de l'article 44.2 du CCAG-Travaux par décision du maître de l'ouvrage, jusqu'à l'exécution complète des travaux et prestations relatives au marché.

9.7. RESPONSABILITES ET ASSURANCES

9.7.1. Responsabilités

D'une façon générale, le titulaire s'engage à exécuter ses prestations dans le respect des règles de l'art et assume les risques et responsabilités découlant des lois, règlements et normes en vigueur.

À ce titre, le titulaire répond notamment des responsabilités et garanties fondées sur les principes édictés par les articles 1231-1 et suivants, 1240 et suivants, 1792, 1792-2, 1792-3, 1792-6 du Code Civil et des risques mis à sa charge par l'article 1788 du Code Civil.

Les fabricants soumis à la loi n° 78-12 du 4 janvier 1978 sont, quant à eux, tenus aux responsabilités qui pourraient leur incomber notamment en vertu de l'article 1792-4 du Code Civil.

Le titulaire est responsable des dommages de toute nature, corporels, matériels ou immatériels, directs ou indirects qui peuvent atteindre son personnel ou ses biens du fait de l'exécution du marché, quels que soient la cause et le lieu de survenance de ces dommages.

Le titulaire garde définitivement à sa charge la responsabilité ainsi édictée à son encontre et renonce à tout recours contre le maître d'ouvrage, son personnel et ses assureurs. Il s'engage, en outre, à les garantir des conséquences des réclamations ou actions dont ils peuvent, de ce fait, faire l'objet. Il est à ce titre notamment tenu de garantir intégralement le maître de l'ouvrage de toute action qui serait intentée par tout tiers.

Le titulaire est responsable des dommages de toute nature, corporels, matériels ou immatériels, directs ou indirects, qu'il pourrait causer au maître d'ouvrage et à son personnel au cours de l'exécution du marché.

Le titulaire est responsable des dommages de toute nature qui pourraient être occasionnés aux biens ou aux personnes, de l'EPMO ou non, de son fait, ou du fait des biens dont il a la garde ou des personnes dont il est responsable.

9.7.2. Assurances souscrites par le titulaire

9.7.2.1. Assurance de responsabilité décennale

9.7.2.2.

Le titulaire ainsi que les cotraitants s'il s'agit d'un groupement devront justifier de la souscription, auprès de compagnies d'assurances notoirement solvables, d'une police de responsabilité décennale garantissant :

- Leur responsabilité décennale au sens des articles 1792, 1792-2, 1792-4 et 1792-4-1 du Code Civil conformément aux articles L 241-1 et L 243-2 du Code des Assurances et aux clauses types prévues à l'annexe 1 de l'article A 243-1 et A 243-2 du Code des Assurances,
- Les risques d'effondrement, ou de menace d'effondrement avant réception,
- La garantie de bon fonctionnement minimal de deux ans des éléments d'équipements au sens de l'article 1792-3 du Code Civil,
- Les dommages immatériels consécutifs après réception,
- Les dommages intermédiaires.

La garantie de responsabilité décennale au sens des articles 1792 et suivants du code Civil devra être acquise au jour de la déclaration d'ouverture de chantier.

La police s'appliquera sans restriction, ni limites, compte tenu à la fois des obligations figurant à son contrat d'assurance et des caractéristiques techniques de la mission confiée.

La garantie doit être acquise du fait des missions données en sous-traitance. L'ensemble des activités, y compris celles données en sous-traitance doivent être couvertes par la police souscrite.

En cas de travaux sur existants, la garantie devra impérativement comporter une clause d'extension, dans les conditions similaires à celles prévues par l'article L. 243-1-1 du Code des assurances et par l'annexe 1 de l'article A 243-1 du Code des Assurances, aux dommages consécutifs aux travaux neufs, subis par les parties anciennes de la construction, qui sont non totalement incorporées dans l'ouvrage neuf et techniquement divisibles.

Il devra également être précisé que les dommages aux ouvrages existants avant l'ouverture du chantier totalement incorporés dans l'ouvrage neuf qui en deviennent techniquement indivisibles sont garantis au titre de la garantie légale.

En cas de travaux dits de techniques non courantes (techniques nouvelles ou non normalisées et/ou travaux de spécialités) ou de caractère exceptionnel, tels que stipulés dans son contrat d'assurance RC Décennale, chaque titulaire devra obtenir pour lui-même et ses sous-traitants l'avenant à la police nécessaire pour couvrir ces travaux ou procédés de technique non courante, chaque fois que les travaux de son lot sont concernés.

Le titulaire concerné du marché s'engage ainsi à solliciter une attestation nominative de chantier à son assureur RC Décennale, à première demande du maître de l'ouvrage. Cette attestation devra comporter les éléments suivants :

- Nom du maître de l'ouvrage,
- Description et adresse de l'opération assurée,
- Montant prévisionnel des travaux (avec abrogation de la règle proportionnelle de capitaux prévue à l'article L 121-5 du code des assurances),
- DOC,
- Date prévisionnelle de réception des travaux,
- Prestation ou lot réalisé,
- Montant de la prestation ou du lot réalisé,
- Eventuelle technique non courante de travaux.

9.7.2.3. Autres assurances individuelles

Le titulaire ainsi que les cotraitants devront justifier de la souscription, auprès de compagnies d'assurances notoirement solvables, d'une police de responsabilité civile en vigueur pendant toute la durée du chantier, jusqu'à la dernière réception du dernier lot, couvrant les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile qu'ils sont susceptibles d'encourir vis-à-vis des tiers, à la suite de tous dommages corporels, matériels ou immatériels (que ces derniers soient consécutifs ou non à des dommages corporels et/ou matériels) survenant pendant ou après les travaux, quel qu'en soit le fondement juridique, délictuel, quasi délictuel ou contractuel.

Il est entendu que seront notamment considérés comme tiers le Maître d'Ouvrage, le maître d'œuvre, leurs représentants, les autres entreprises intervenant dans le cadre de l'opération, les consultants, les vendeurs et les visiteurs, plus généralement les utilisateurs d'ouvrage.

Ces garanties doivent être étendues :

- aux matériaux et installations de chantier ou autres dommages matériels à l'ouvrage (notamment l'incendie) avant réception,
- aux dommages causés aux parties anciennes de la construction sur, sous, ou dans lesquelles sont exécutés les travaux neufs, ainsi qu'aux biens mobiliers s'y trouvant, notamment par accident, incendie, explosion, eau et vol du fait de l'exécution des prestations objet du marché ;
- les dommages immatériels consécutifs ou non à un risque garanti tels que les dommages immatériels consécutifs à un dommage de nature décennale, et les activités sous-traitées.

Les montants exprimés aux articles ci-dessous ne constituent pas une limitation de responsabilité du titulaire. Les garanties visées aux articles ci-dessous devront rester valides et sans interruption ni modification tant que la responsabilité du titulaire du marché est susceptible d'être engagée.

De même, le titulaire et ses cotraitants s'engagent à ne rien faire qui puisse rendre lesdites polices nulles ou annulables ou de nature à permettre à l'assureur de lui opposer une clause d'exclusion ou encore de permettre à leurs assureurs de limiter leur couverture en deçà des montants de couverture demandés.

En outre, elles s'engagent :

- à déclarer l'ensemble des activités mises en œuvre dans le cadre du marché de travaux à son assureur ;
- à déclarer à l'assureur le coût prévisionnel et définitif de l'ouvrage ;
- à payer les primes dues au titre du contrat.

- Assurance Responsabilité Civile Exploitation, pendant travaux

Le titulaire doit se doter d'une assurance en responsabilité civile exploitation couvrant le montant des prestations réalisées. En cas de groupement d'entreprises titulaires d'un même marché, chacun des membres doit souscrire à une assurance dans le montant correspond aux prestations réalisées.

Les montants de garanties minima attendus par sinistre sont les suivants :

- Tous dommages confondus dont dommages immatériels consécutifs : 8 000 000 € ;
- Dont dommages matériels et immatériels consécutifs : 5 000 000 € ;
- Dont dommages matériels et immatériels résultant d'un incendie : 3 000 000 € ;
- Dont dommages matériels aux existants : 3 000 000 € ;
- Dont dommages immatériels non consécutifs : 1 500 000 €.

- Assurance en Responsabilité Civile après réception

En cas de groupement d'entreprises titulaires d'un même marché, les montants exprimés ci-après s'entendent pour chaque membre du groupement.

Les montants de garanties minima par sinistre et par année attendus sont les suivants :

- Tous dommages confondus dont dommages immatériels consécutifs : 8 000 000 € ;
- Dont dommages matériels et immatériels consécutifs : 5 000 000 € ;
- Dont dommages matériels aux existants techniquement divisibles : 3 000 000 € ;
- Dont dommages immatériels non consécutifs : 1 500 000 €.

- Assurance Bris de machines

Le titulaire du marché devra garantir les dommages matériels pouvant affecter les engins et outillages nécessaires à la réalisation du chantier. Les montants de garantie minima attendus par sinistre doivent couvrir la valeur à neuf et/ou le remplacement en urgence des engins et outillages concernés.

9.7.2.4. Attestations

Conformément à l'article 8.1.3 du CCAG-Travaux, le titulaire remettra au maître d'ouvrage dans les 15 jours suivant la notification du marché et en tout état de cause avant tout commencement d'exécution, les attestations originales de son assureur montrant qu'il est bien titulaire des couvertures énoncées ci-avant.

En cas de défaut de fourniture des attestations demandées ci-après, ou d'insuffisance, le Maître d'Ouvrage peut demander au titulaire de satisfaire à ses obligations par lettre recommandée avec demande d'avis de réception.

Le titulaire devra répondre fournir les attestations demandées dans un délai de quinze (15) jours ouvrés à compter de la présentation de la lettre du Maître d'ouvrage.

Si, à l'expiration de ce délai, le titulaire n'a pas répondu ou n'apporte pas des attestations suffisantes, le Maître d'Ouvrage pourra résilier le marché de plein droit aux torts et frais exclusifs de l'entreprise et lui demander réparation des préjudices qu'il a subis de ce fait.

a) Groupement d'entreprises

En cas de groupement d'entreprise, solidaire ou non, chaque membre du groupement devra justifier d'une attestation d'assurance justifiant qu'il est bien assuré pour intervenir dans le cadre dudit groupement.

b) Mandataire en cas de groupement

En cas de groupement d'entreprises titulaires d'un même marché, le mandataire commun devra produire une attestation le couvrant pour la responsabilité qui lui incombe du fait de sa mission particulière de mandataire. Aucune clause ne devra conditionner la garantie à une quelconque réciprocité des autres membres du groupement.

c) Modifications des contrats d'assurance

Le titulaire devra signaler au maître d'ouvrage toutes modifications apportées aux contrats en cours (assureurs, nature et montant des garanties et des franchises, etc.) et faire en sorte que les garanties prévues au présent CCAP soient maintenues.

Le titulaire s'engage, de plus, à notifier sans délai au maître d'ouvrage tout fait de nature à provoquer la suspension ou la résiliation des garanties des différentes polices souscrites.

d) Garanties insuffisantes ou absence de garanties

En cas de couverture insuffisante ou d'absence de couverture, le maître d'ouvrage se réserve le droit d'exiger de la part du titulaire la souscription d'une assurance complémentaire et, à défaut, pourra sans y être pour autant tenu souscrire ladite assurance pour le compte de ce dernier, et/ou pour celui de ses co-traitants, sous-traitants. Dans cette hypothèse, le montant de la prime sera retenu, sur justificatif, sur le montant de la première situation présentée par le titulaire.

e) Assurance des sous-traitants

Le titulaire ou chaque cotraitant s'il s'agit d'un groupement, fera son affaire des assurances couvrant les responsabilités de ses sous-traitants, sachant que le titulaire ou chaque cotraitant est pleinement responsable des dommages causés au tiers et/ou au Maître d'Ouvrage pendant la durée de ses travaux et après la réception de ces travaux.

Les sous-traitants devront néanmoins être couverts au titre d'un contrat d'assurance couvrant les conséquences d'un désordre de nature décennal, ainsi que d'une assurance de responsabilité civile garantissant les dommages causés aux tiers et les dommages aux travaux exécutés provenant notamment d'un incendie avec un plafond minimal de garantie 3 000 000 EUR par sinistre et par an. Les attestations d'assurance des sous-traitants devront être remises au maître de l'ouvrage au moment de la soumission desdits sous-traitants à agrément et acceptation des conditions de paiement.

9.7.3. Assurances souscrites par le maître d'ouvrage

9.7.3.1. Assurance tous risques chantier

Le Maître d'ouvrage se réserve la possibilité de souscrire pour la durée des travaux une police d'assurance Tous Risques Chantier couvrant, à concurrence de leur montant, les coûts de réparation des travaux neufs en cas de dommages matériels les atteignant.

Au cas où cette garantie serait souscrite, information en sera donnée aux constructeurs. La franchise sera supportée par l'entreprise ou les entreprises dont les corps d'état sont endommagés. A défaut, elle est imputée au compte prorata du chantier.

Nota : Les installations et engins de chantier ainsi que les matériels des entreprises ne sont pas garantis dans cette police.

Franchise

Une franchise par sinistre sera appliquée.

En cas de sinistre :

1. Si le maître d'ouvrage décide de percevoir directement l'indemnité octroyée, il répercutera alors ladite franchise sur l'entreprise ou le mandataire (en cas de groupement d'entreprises) titulaire du marché responsable du sinistre ou à défaut de responsabilité établie, elle sera imputée sur chacune des entreprises au prorata du montant de leur marché et recouvrée par prélèvement sur les sommes qui leurs seront dues au titre de leur marché.
2. Si le maître d'ouvrage accepte que les entreprises soient directement indemnisées par l'assureur, la franchise sera à la charge de la ou (des) entreprise(s) bénéficiaire(s) de l'indemnisation.

A titre indicatif la franchise, habituellement appliquée en cas de sinistre est de **20 000 €**

Ce montant sera susceptible d'être modifié en fonction des conditions de la police souscrite par le maître d'ouvrage.

L'entreprise en sera alors informée.

9.7.3.2. Assurance dommage ouvrage et contrat collectif de responsabilité décennale

Le maître d'ouvrage a prévu de souscrire une police dommages ouvrage.

Les maîtres d'œuvre, le contrôleur technique et les entrepreneurs « locateurs d'ouvrage » s'engagent donc à lui fournir, à première demande, les éléments nécessaires pour remplir la proposition d'assurance.

Le paiement de la prime d'assurance sera fait directement par le maître d'ouvrage, sans aucune retenue à l'entrepreneur.

Le titulaire doit contracter les assurances permettant de garantir sa responsabilité à l'égard du maître d'ouvrage. Eu égard au montant du projet supérieur à quinze millions (15 000 000) d'euros HT, le maître d'ouvrage s'engage à souscrire un contrat collectif de responsabilité décennale (CCRD) conformément à l'article R. 243-1 du code des Assurances, pour son propre compte et celui des intervenants assujettis à la présomption de Responsabilité Civile Décennale (RCD), un Contrat Collectif de Responsabilité Décennale (CCRD) dont le plafond de garantie ne saurait être inférieur au coût de l'ouvrage.

Ce contrat d'assurance de responsabilité décennale, de seconde ligne, aura pour seuil de déclenchement le montant de garantie de chaque police individuelle de responsabilité décennale qui ne saurait être inférieur à :

- Trois millions (3 000 000) d'euros pour les entreprises de maîtrise d'œuvre, bureaux d'études et bureaux de contrôle,
- Six millions (6 000 000) d'euros pour les marchés de second œuvre,
- Dix millions (10 000 000) d'euros pour les marchés de gros œuvre et de clos couvert (y compris étanchéité).

Dans les quinze (15) jours suivant l'attribution de leur marché, les intervenants devront donc transmettre au maître d'ouvrage une attestation RCD qui devra impérativement comprendre les éléments suivants :

Nom du maître de l'ouvrage,

Description et adresse de l'opération assurée,

Montant prévisionnel des travaux (avec abrogation de la règle proportionnelle de capitaux prévue à l'article L 121-5 du code des assurances),

DOC,

Date prévisionnelle de réception des travaux,

Prestation ou lot réalisé,

Montant de la prestation ou du lot réalisé,

Eventuelle technique non courante de travaux.

La transmission de cette attestation nominative de chantier par les intervenants ne pourra pas être soumise à la transmission d'une attestation CCRD par le maître de l'ouvrage.

À tout moment durant l'exécution du marché, le titulaire est en mesure de produire ladite attestation sur demande du maître d'ouvrage et dans un délai de quinze (15) jours à compter de la réception de la demande.

Une fois que le maître d'ouvrage aura reçu toutes les attestations nominatives conformes des intervenants soumis à la RCD (membres de l'équipe ingénierie et locateurs d'ouvrage), il leur transmettra une copie du CCRD souscrit pour leur compte.

A défaut de fourniture des attestations visées ci-dessus dans les délais indiqués, le maître d'ouvrage sera en droit de pratiquer une retenue provisoire égale à cinq (5) % du montant hors taxes du marché, jusqu'à la fourniture des attestations ci-dessus définies.

En cas de défaut de fourniture de ces documents au-delà d'un délai de mise en demeure fixé par le maître d'ouvrage, ce dernier se réserve le droit de résilier le présent marché aux torts du titulaire.

Tout versement d'acompte pourra être différé, si le titulaire ne satisfaisait pas à l'une des obligations du présent article.

Les intervenants concernés, s'engagent à adhérer au CCRD souscrit par le maître d'ouvrage auquel ils donnent mandat pour négocier les clauses et souscrire pour leur compte, conformément à l'article L.112-1 du code des Assurances.

Ce mandat est irrévocable comme étant donné dans l'intérêt commun des parties concernées.

Le titulaire est seul responsable de la communication, en temps utiles, à ses assureurs des clauses et conditions du présent marché.

Les conséquences dommageables d'un éventuel manquement aux présentes dispositions seront à la charge exclusive de celui-ci, aucune réclamation ne pouvant être formulée au maître d'ouvrage (ou son représentant) tant de la part de l'entrepreneur, de ses sous-traitants éventuels, que de leurs différents assureurs respectifs.

ARTICLE 10 - RESILIATIONS

Les stipulations des articles 49 à 52 du CCAG-Travaux sont seules applicables.

En outre, après signature du marché, en cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles D.8222.5, D.8222.7 ou D.8222-8 du code du travail, le marché pourra être résilié aux torts du titulaire.

Conformément aux articles D.8222.5, D.8222.7 ou D.8222-8 du code du travail, les attestations devront être remises au maître d'ouvrage tous les six mois jusqu'à la fin d'exécution du marché.

ARTICLE 11 – ACHÈVEMENT DE LA MISSION

L'achèvement de la mission fait l'objet d'une décision de réception établie sur la demande de l'entreprise par le Maître d'Ouvrage constatant que l'entreprise a rempli toutes ses obligations. L'achèvement du présent marché ne peut en tout état de cause intervenir avant la fin de la durée de garantie de parfait achèvement telle que précisée à l'article 44.1 du CCAG-Travaux.

ARTICLE 12 - REGLEMENT DES LITIGES

12.1. INSTANCES COMPETENTES

En cas de litige, et s'il ne peut y avoir de règlement amiable, la juridiction à saisir est le tribunal administratif de Paris – 7, rue de Jouy – 75 181 Paris Cedex 04.

Toutefois le différend peut être soumis à l'avis du comité consultatif du règlement amiable (CCRA).

Le représentant du pouvoir adjudicateur et le titulaire s'efforceront de régler à l'amiable tout différend éventuel relatif à l'interprétation des stipulations du marché ou à l'exécution des prestations objet du marché.

12.2. MEMOIRE EN RECLAMATION

Si un différend survient entre le titulaire et le maître d'œuvre, sous la forme de réserves faites à un ordre de service ou sous toute autre forme écrite, ou entre le titulaire et le représentant du pouvoir adjudicateur, le titulaire rédige un mémoire en réclamation.

Dans son mémoire en réclamation, le titulaire expose les motifs de son différend, indique, le cas échéant, les montants de ses réclamations et fournit les justifications nécessaires correspondant à ces montants. Il transmet son mémoire au représentant du pouvoir adjudicateur et en adresse copie au maître d'œuvre.

Si la réclamation porte sur le décompte général du marché, ce mémoire est transmis dans le délai de trente jours à compter de la notification du décompte général.

Le mémoire reprend, sous peine de forclusion, les réclamations formulées antérieurement à la notification du décompte général et qui n'ont pas fait l'objet d'un règlement définitif.

Après avis du maître d'œuvre, le représentant du pouvoir adjudicateur notifie au titulaire sa décision motivée dans un délai de trente jours à compter de la date de réception du mémoire en réclamation.

L'absence de notification d'une décision dans ce délai équivaut à un rejet de la demande du titulaire.

Lorsque le représentant du pouvoir adjudicateur n'a pas donné suite ou n'a pas donné une suite favorable à une demande du titulaire, le règlement définitif du différend relève des procédures fixées aux articles 55.2 à 55.4 du CCAG-Travaux.

12.3 - PROCEDURE CONTENTIEUSE

A l'issue de la procédure décrite à l'article 55.1 du CCAG-Travaux, si le titulaire saisit le tribunal administratif compétent, il ne peut porter devant cette juridiction que les chefs et motifs énoncés dans les mémoires en réclamation.

Pour les réclamations auxquelles a donné lieu le décompte général du marché, le titulaire dispose d'un délai de six mois, à compter de la notification de la décision prise par le représentant du pouvoir adjudicateur en application de l'article 55.3.2 du CCAG-Travaux, ou de la décision implicite de rejet conformément à l'article 55.3.3 du CCAG-Travaux, pour porter ses réclamations devant le tribunal administratif compétent.

Passé ce délai, il est considéré comme ayant accepté cette décision et toute réclamation est irrecevable.

12.4 - INTERVENTION DU CCRA

Le représentant du pouvoir adjudicateur ou le titulaire peut soumettre tout différend qui les oppose au comité consultatif de règlement amiable des litiges, dans les conditions mentionnées aux articles R2197-1 et suivants du code de la commande publique.

La saisine d'un comité consultatif de règlement amiable suspend les délais de recours prévus par le présent CCAG jusqu'à la décision du représentant du pouvoir adjudicateur après avis du comité.

Le délai de recours suspendu repart ensuite pour la durée restant à courir au moment de la saisine du comité.

Le cocontractant qui saisit d'un différend ou d'un litige le comité consultatif de règlement amiable compétent supporte les frais de l'expertise, s'il en est décidé une. Toutefois, l'autre cocontractant peut en rembourser tout ou partie, après avis du comité.

12.5 - REGLEMENT DES DIFFERENDS ET LITIGES EN CAS D'ENTREPRENEURS GROUPES CONJOINTS

Lorsque le marché est passé avec des entrepreneurs groupés conjoints, le mandataire représente chacun d'eux, envers le représentant du pouvoir adjudicateur, pour l'application des dispositions du présent article jusqu'à la date, définie à l'article 44.1 du CCAG-Travaux, à laquelle prennent fin les obligations contractuelles, chaque membre du groupement étant ensuite seul habilité à poursuivre les litiges qui le concernent à l'exception des dispositions de l'article 12.5.2 du CCAG-Travaux.

ARTICLE 13 – ATTESTATIONS FISCALES ET SOCIALES

Le titulaire devra fournir tous les six (6) mois jusqu'à la fin de l'exécution des prestations, les documents suivants :

- l'attestation mentionnée à l'article L. 243-15 du code de la sécurité sociale ;
- Les pièces prévues à l'annexe 4 au code de la commande publique, établie par l'arrêté du 22 mars 2019 fixant la liste des impôts, taxes et contributions (article 1) ou cotisations sociales (article 2) donnant lieu à la délivrance de certificats pour l'attribution des contrats de la commande publique.

En cas de non remise des documents susmentionnés et après notification d'une mise en demeure restée infructueuse sous sept (7) jours :

- le titulaire pourra se voir infliger une pénalité de 50 € par jour calendaire de retard après l'issue du délai imparti pour fournir les documents,
ou bien,
- le marché pourra être résilié aux torts du titulaire sans que celui-ci puisse prétendre à indemnité et, le cas échéant, avec exécution des prestations à ses frais et risques.

Le choix de l'alternative retenue relève de l'EPMO.

ARTICLE 14 – RESPECT DES PRINCIPES DE LA REPUBLIQUE

Conformément à l'article 1 de la loi n° 2021-1109 du 24 août 2021 confortant le respect des principes de la république, le titulaire devra fournir dans un délai de sept (7) jours à compter de la notification du marché une attestation sur l'honneur mentionnant que ses salariés et l'ensemble des personnes sur lesquelles il exerce une autorité hiérarchique ou un pouvoir de direction s'abstiennent de manifester leurs opinions politiques ou religieuses et traitent de manière égale toutes les personnes et respectent leur liberté de conscience et leur dignité et ce tout au long de la durée du contrat liant l'EPMO et le titulaire.

Il appartient au titulaire de faire respecter cette obligation durant toute la durée d'exécution des prestations. Des contrôles inopinés pourront être réalisés par l'EPMO en sa qualité d'acheteur pendant toute la durée du contrat.

En cas de constat par l'EPMO de non-respect des obligations mentionnées ci-dessus :

- Le titulaire pourra se voir infliger une pénalité forfaitaire de 500 € en cas de manquement constaté à ses obligations en application de la loi précitée ;
- Après expiration d'un délai de trois (3) jours ouvrés à compter de la date de réception de la mise en demeure de produire l'attestation exigée à l'alinéa 1^{er} du présent article, le titulaire pourra se voir infliger une pénalité de 50€ par jour de retard ;
- Le marché pourra être résilié aux torts du titulaire sans que celui-ci puisse prétendre à indemnité.

ARTICLE 15 - DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX

Les dérogations explicitées dans les articles désignés ci-après du C.C.A.P. et de ses annexes sont apportées aux articles suivants du Cahier des Clauses Administratives Générales (C.C.A.G.) relatif aux marchés publics de travaux.

Dérogation à l'article du CCAG-Travaux	Désignation de l'article	Article du C.C.A.P.
4.1	Ordre de priorité des pièces contractuelles	2.3.1
14.3, 15.1 et 14.2.2	Augmentation et diminution de la masse des travaux	3.3.6
9.4.4	Révision provisoire – Révision définitive	3.4.3
12.1, 12.2 et 12.2.2	Présentation des projets de décomptes	3.6.4
12.3.2 et 12.4.2	Gestion financière	3.6.5
12.4.2 et 12.4.4	Décompte général et état de solde	3.6.6
12.1 et 12.2	Gestion dématérialisée des règlements du titulaire	3.6.8
28.1	Période de préparation	4.1
50.2	Calendrier détaillé d'exécution	4.4
19, 19.2.1, 19.2.2	Pénalités – Généralités	4.7 et 4.7.2
38	Exécution des essais et des vérifications en sus de ceux définis au marché	6.2.4
38	Repères d'implantation et nivellement	7.4
49	Mesures particulières concernant l'hygiène et la sécurité	8.4.2.2
34.3	Occupation temporaire du domaine public ou privé	8.9
34.1	dégradations causées aux voies publiques	8.10
41.2	Opérations préalables à la réception	9.2.1
41.3 et 41.1	La réception des ouvrages	9.2.2
8	Responsabilités et assurances	9.7

